



LES SUCCESSIONS EN POLOGNE ET EN FRANCE

A jour au 1^{er} janvier 2016

TABLE DES MATIERES

Partie I : les successions en France

Section 1 : en langue française

a) le rôle et la compétence d'un notaire français dans le règlement d'une succession en France	3
b) le règlement de la succession d'un polonais domicile en France ou ayant sa résidence habituelle en France.....	9
c) la succession avec des biens mobiliers et/ou immobiliers en Pologne, selon le droit français.....	13
d) l'application d'un testament en France, selon le droit français.....	15
e) formalités et formalismes spécifiques au droit français.....	19

Section 2 : en langue polonaise

a) le rôle et la compétence d'un notaire français dans le règlement d'une succession en France.....	23
b) le règlement de la succession d'un polonais domicile en France ou ayant sa résidence habituelle en France.....	30
c) la succession avec des biens mobiliers et/ou immobiliers en Pologne, selon le droit français.....	34
d) l'application d'un testament en France, selon le droit français.....	37
e) formalités et formalismes spécifiques au droit français.....	41

Partie II : les successions en Pologne

Section 1 : en langue française

a) le rôle du notaire dans le droit des successions	45
b) loi applicable à la succession d'un français qui, au moment du décès, avait son domicile ou sa résidence habituelle en Pologne.....	47
c) le règlement d'une succession selon la loi polonaise.....	50
d) le certificat successoral.....	53
e) formalités liées au règlement de la succession.....	54

Section 2 : en langue polonaise

a) le rôle du notaire dans le droit des successions	57
b) loi applicable à la succession d'un français qui, au moment du décès, avait son domicile ou sa résidence habituelle en Pologne.....	59
c) le règlement d'une succession selon la loi polonaise.....	62
d) le certificat successoral.....	65
e) formalités liées au règlement de la succession.....	67

PARTIE I : LES SUCCESSIONS EN FRANCE

Section 1 : en langue française

- a) le rôle et la compétence d'un notaire français dans le règlement d'une succession en France.
- b) le règlement de la succession d'un polonais domicilié en France ou ayant sa résidence habituelle en France.
- c) la succession avec des biens mobiliers et/ou immobiliers en Pologne, selon le droit français.
- d) l'application d'un testament en France, selon le droit français.
- e) formalités et formalismes spécifiques au droit français.

FICHE I - LE ROLE ET LA COMPETENCE D'UN NOTAIRE FRANÇAIS DANS LE REGLEMENT D'UNE SUCCESSION EN FRANCE

Résumé : Cette fiche vous explique les démarches à accomplir après le décès d'une personne proche, vous liste les documents à fournir au notaire et vous fournit des informations sur le rôle et la compétence du notaire français dans le règlement d'une succession. Les informations délivrées sont valables pour toutes les successions traitées par un notaire français.

I - Que faut-il faire après le décès d'une personne proche ?

Après le décès d'un ressortissant polonais vivant en France qui était propriétaire de meubles et/ou d'immeuble(s) en France, prendre rapidement rendez-vous (si possible dans les 15 jours) avec un notaire qui (***en fonction de la situation du défunt***) aura besoin des documents suivants (liste non limitative) :

A) Concernant l'état civil :

- 1- acte de décès
- 2- livret(s) de famille (*et dans certains cas celui des parents du défunt*)
- 3- jugement(s) de divorce ou de séparation de corps (éventuels)
- 4- coordonnées du ou des descendants (adresses, profession, téléphones, livrets de famille éventuels)
- 5- à défaut de descendant coordonnées des frères, sœurs (ou à défaut neveux ou nièces) du défunt (adresses, professions, téléphones, livrets de famille éventuels)
- 6- à défaut de descendant et s'ils sont vivants, coordonnées des père et/ou mère du défunt (adresse, professions, téléphones, livrets de famille éventuel)
- 7- à défaut d'héritiers préférables, coordonnées des héritiers venant à la succession (jusqu'au 6^è. degré)
- 8- à défaut d'héritier réservataire (sauf respect de la Q.D.*), coordonnées du ou des bénéficiaire(s) du (des) testament(s) du défunt

B) Concernant la situation matrimoniale et/ou testamentaire :

- 9- le contrat de mariage s'il en a été fait un (avant ou pendant le mariage)
- 10- la donation entre époux s'il en a été faite une (pendant le mariage)
- 11- le contrat de PACS (s'il en a été fait un)
- 12- l'original du (ou des) testament(s) olographe(s) ((écrit(s), daté(s) et signé(s) de la main du défunt)) éventuel

C) Concernant la situation patrimoniale :

- 13- les justificatifs des éléments d'actif (comptes bancaires et/ou d'épargne, factures d'achats, inventaire, contrats d'assurance, caisses de retraite, etc.)
- 14- les justificatifs de tous les éléments de passif (factures dues -et non réglées- au décès, avis d'impositions, tableaux d'amortissement des emprunts en cours, actes de prêts hypothécaires, inventaire, etc.)
- 15- les titres de propriété des biens immobiliers
- 16- les actes de donations consenties par le défunt de son vivant (**à donner au notaire dans toutes les situations**)

* Q.D. : Quotité Disponible (partie de ses biens dont on peut disposer en faveur d'une personne non membre de la famille en présence de descendants, le surplus constituant la "réserve" revenant obligatoirement à ces derniers)

II - Liste des documents à fournir au notaire en fonction de la situation du défunt (cas les plus courants)

A) DEFUNT CELIBATAIRE (OU VEUF)

1- non pacsé sans descendant sans testament :

N° 1 – 2 (si veuf) – 5 – 6 – 7 – 13 – 14 – 15 – 16

2- non pacsé sans descendant avec testament :

N° 1 – 2 (si veuf) – 5 – 6 – 7 – 8 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

3- non pacsé avec descendant(s) sans testament :

N° 1 – 2 – 4 – 13 – 14 – 15 – 16

4- non pacsé avec descendant(s) avec testament :

N° 1 – 2 – 4 – 8 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

5- pacsé sans descendant sans testament :

N° 1 – 5 – 6 – 7 – 11 – 13 – 14 – 15 – 16

6- pacsé sans descendant avec testament(s) :

➤ **entièrement au profit du partenaire :**

N° 1 – 6 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

➤ **partiellement au profit du partenaire (ex.: usufruit sur habitation) :**

N° 1 – 5 – 6 – 7 – 8 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

7- pacsé avec descendant(s) sans testament :

N° 1 – 2 – 4 – 11 – 13 – 14 – 15 – 16

8- pacsé avec descendant(s) avec testament(s) :

N° 1 – 2 – 4 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

B) DEFUNT MARIE (conjoint appelé à la succession)

1- sans descendant sans testament sans donation entre époux :

N° 1 – 2 – 5 (si retour légal à leur profit) – 6 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

2- sans descendant sans testament avec donation entre époux :

N° 1 – 2 – 6 – 5 (si retour légal à leur profit) – 9 – 10 – 13 – 14 – 15 – 16

3- sans descendant avec testament avec donation entre époux :

N° 1 – 2 – 5 (éventualité de retour légal) – 6 – 8 (si testament à un tiers et dans la limite de la Q.D.) – 9 – 10 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

4- avec descendant(s) sans testament sans donation entre époux :

N° 1 – 2 – 4 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

5- avec descendant(s) sans testament avec donation entre époux :

N° 1 – 2 – 4 – 9 – 10 – 13 – 14 – 15 – 16

6- avec descendant(s) avec testament avec donation entre époux :

N° 1 – 2 – 4 – 9 – 10 – 12 (concours de Q.D. à voir) – 13 – 14 – 15 – 16

N.B. Le conjoint exhéredé par testament authentique n'est pas appelé à la succession. Le conjoint séparé de corps est appelé à la succession.

C) DEFUNT DIVORCE (liquidation effectuée)

1- sans descendant sans testament :

N° 1 – 2 – 3 – 5 – 6 – 7 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

2- sans descendant avec testament :

N° 1 – 2 – 3 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

3- avec descendant(s) sans testament :

N° 1 – 2 – 3 – 4 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

4- avec descendant(s) avec testament :

N° 1 – 2 – 3 – 4 – 8 – 9 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

III - Rôle et compétence du notaire français à l'occasion du règlement d'une succession

Vous avez chargé un notaire du règlement de la succession d'un de vos proches.

A) Son rôle

- Répondre à toutes vos questions,
- Vous aider dans l'accomplissement de vos différentes démarches,
- Vous expliquer les différents choix qui se présentent à vous et vous conseiller au mieux de vos intérêts dans les options à prendre (fiscalité, droit civil, gestion du patrimoine...),
- Réunir tous les actes d'état-civil des personnes concernées (actes de naissance et de mariage, certificats de PACS),
- Réunir tous les éléments et documents administratifs ou autres dont il a besoin pour procéder au règlement du dossier,
- Vous aider si vous le souhaitez à évaluer les biens immobiliers (il a une parfaite connaissance du marché local et dispose d'outils d'évaluation performants pour les immeubles situés hors de son secteur),
- Interroger le Fichier Central des Dispositions de Dernière Volonté (FCDDV) pour connaître l'existence d'une disposition pour cause de mort éventuelle,
- En possession de tous les éléments d'actif et de passif, vous conseiller sur l'acceptation pure et simple (donc définitive), l'acceptation à concurrence de l'actif net (anciennement dite "sous bénéfice d'inventaire") ou la renonciation (définitive également),
- S'il n'existe aucun héritier connu, faire effectuer par un généalogiste les recherches appropriées.

B) Sa compétence

- Déposer au rang de ses minutes le(s) testament(s) olographe(s) du défunt et en établir le procès-verbal d'ouverture et de description.
- Déposer une copie figurée des testaments au Greffe du Tribunal de Grande Instance,

- Dresser l'acte de notoriété qui établit la dévolution successorale (c'est à dire la liste et la qualité des héritiers ainsi que leurs parts respectives).
- Adresser le dossier d'usage à un avocat pour les formalités judiciaires d'envoi du légataire en possession de son legs lorsqu'il y a lieu (voir fiche Testament).
- Etablir (si présence d'héritier mineur ou incapable majeur) les requêtes destinées au Juge des Tutelles pour lui permettre d'autoriser le tuteur à accepter au nom du protégé la succession puis, éventuellement, les actes de disposition qui suivent.
- Dresser l'attestation de propriété qui constate la dévolution aux héritiers, par suite du décès, des biens immobiliers qui appartenaient au défunt. Déposer cet acte au bureau des hypothèques compétent afin d'en assurer la publicité foncière et la mutation cadastrale.
- Dresser l'inventaire des forces et charges de la succession et le clôturer dans le délai légal, lorsque cela est obligatoire (présence de mineurs) ou utile.
- Etablir la déclaration de succession permettant le calcul du montant des droits pouvant être dus par les héritiers à l'Administration Fiscale.
- Réunir en son Etude, soit les fonds nécessaires au paiement du passif successoral et des droits de succession et les payer, soit, si la mission lui est confiée, la totalité des fonds successoraux, à charge d'en remettre le montant intégral aux héritiers, après déduction des frais et du passif (à justifier).

Tout ceci accompli, la succession est terminée et le notaire déchargé de sa mission.

- Conseiller les héritiers pour l'établissement du partage s'ils le souhaitent et dresser l'acte quand ils sont d'accord entre eux (*un partage publié aux hypothèques dans les 10 mois du décès évite l'attestation de propriété ci-dessus visée*).

IV - Règlement d'une succession en France :

Afin de procéder au règlement d'une succession en France, il faut déterminer quels sont les héritiers du défunt. La loi prévoit des règles dont certaines sont impératives :

1°) il n'est pas possible de déshériter ses DESCENDANTS (enfants du défunt et si l'un d'eux est prédécédé ses propres enfants, qui, par représentation vont recueillir la part de leur auteur). Nécessairement, si le défunt avait un enfant, ce dernier doit recueillir au moins la $\frac{1}{2}$ des biens de la succession / si le défunt avait deux enfants, chacun doit recueillir au moins $\frac{1}{3}$ des biens / si le défunt a trois enfants ou plus, ces derniers ont vocation à recueillir au moins $\frac{3}{4}$ des biens.

2°) A défaut de descendants, les héritiers sont dans l'ordre : les parents et frères et sœurs (ou neveux et nièces en cas de prédécès), puis les autres ascendants (grands-parents) et enfin les cousins/cousines jusqu'au sixième degré. S'il n'y a pas d'héritiers et que le défunt n'a pas fait de testament, la succession est recueillie par l'Etat.

Le défunt a toujours la possibilité de faire un testament pour désigner la personne de son choix (possibilité limitée à une portion de ses biens en cas de descendants : un quart, un tiers ou la moitié de ses biens en fonction de leur nombre. Pour le calcul de ces quotités, on tient également compte des donations faites par le défunt de son vivant).

L'époux survivant peut être l'héritier en cas d'absence de descendants ; en cas de présence de ces derniers, la loi prévoit une certaine protection qui peut être accrue au moyen d'une "donation entre époux". Principalement, en présence d'enfants, le conjoint aura l'usufruit (l'usage sa vie durant) des biens de la succession.

Le notaire doit donc déterminer l'identité de chaque héritier et la quote-part lui revenant, par application des règles ci-dessus. Il peut faire appel à un généalogiste pour retrouver des héritiers non localisés.

Le premier acte à régulariser est l'ACTE DE NOTORIÉTÉ, alias le certificat d'hérédité, qui établit la dévolution de la succession. Cet acte permettra à tout héritier de justifier de sa qualité d'héritier à toute personne qui lui demandera (banques, caisses de retraite etc...)

Si le défunt était propriétaire de biens immobiliers, il y aura lieu d'établir une ATTESTATION DE PROPRIÉTÉ qui constate que désormais les propriétaires sont les héritiers du défunt. Cet acte sera publié au Fichier Immobilier tenu par l'administration fiscale.

Dans les six mois du décès, doit être déposée à la recette des impôts du domicile du défunt, une DECLARATION DE SUCCESSION, document purement fiscal établissant l'actif net de la succession : ainsi le notaire, sur les déclarations des héritiers, doit déterminer tous les biens dépendant de la succession (avoirs bancaires, créances, immobilier, véhicules automobiles etc..) ainsi que les éléments de passif (prêts en cours, impôts dus etc..) afin de calculer la quote-part nette revenant à chaque héritier permettant ainsi le calcul des droits de succession à payer à l'Administration fiscale.

Enfin, peut être établi un acte de PARTAGE, qui constate la répartition des biens entre les héritiers.

Outre la rédaction de ces actes, le notaire conseillera les clients et les guidera sur les différentes démarches à effectuer suite à un décès.

Résumé : la fiche s'intéresse spécifiquement aux ressortissants polonais installés en France. Les biens meubles et les biens immeubles peuvent être traités différemment.

En préambule, il convient de déterminer la loi applicable alors que le défunt était domicilié en France mais étant de nationalité polonaise ou possédant des biens en Pologne.

La loi applicable à la succession mobilière sera la loi du dernier domicile du défunt (donc la loi française). La loi applicable à la succession immobilière sera celle du lieu de situation des biens immobiliers. Ainsi, les comptes bancaires, en France comme en Pologne, reviendront aux héritiers désignés selon la loi française. Il en ira de même des biens immobiliers situés en France. Pour les biens immobiliers situés en Pologne, ils reviendront aux héritiers désignés par la loi polonaise.

On doit noter qu'un règlement européen a été adopté le 4 juillet 2012 et doit être appliqué le 17 août 2015. Par un testament, l'on pourra indiquer que sa future succession devra être réglée suivant sa loi nationale plutôt que la loi de sa résidence.

Après avoir déterminé la loi applicable, il importe de connaître les principes de règlement de la succession en France. Trois points seront traités : l'option successorale (I), la dévolution de la succession (II) et les aspects fiscaux (III).

I - L'option successorale

Elle doit être exercée dans les 10 ans du décès, à moins que l'héritier ait été sommé de prendre parti par un créancier de la succession, un de ses cohéritiers, un héritier d'un rang subséquent, ou l'Etat.

A) Acceptation pure et simple de la succession

Si la succession paraît nettement bénéficiaire, les héritiers pourront choisir de l'accepter purement et simplement, en actant cette acceptation dans un acte de notoriété qui sera dressé par un notaire, et qui permettra de constater la dévolution successorale.

Ce document est souvent réclamé par les banques et les administrations, auprès desquelles il permet de faire valoir sa qualité d'héritier

L'héritier recueille dès lors le patrimoine du défunt, mais il est tenu de toutes les dettes successorales, même si elles dépassent l'actif recueilli. En présence d'un héritier incapable majeur, ou mineur, le juge des tutelles doit autoriser l'acceptation.

On doit noter que l'acceptation peut également être tacite, si l'héritier a appréhendé les biens de la succession.

B) L'acceptation à concurrence de l'actif net

Si un doute existe quant à la composition de la succession, il est possible de l'accepter à concurrence de l'actif net, afin de n'être tenu des dettes qu'à concurrence de l'actif successoral. L'héritier n'est donc pas tenu des dettes dépassant l'actif.

Il s'agit d'un choix attractif, mais soumis à un formalisme précis et un notaire doit être consulté peu après le décès.

C) La renonciation

C'est un acte grave qui permet de n'être pas considéré comme héritier, l'actif est donc dévolu aux autres héritiers et le renonçant n'est pas tenu des dettes.

Cette formalité s'exerce au Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est situé le dernier domicile du défunt.

Une autorisation du Juge des tutelles est requise si le renonçant est incapable majeur ou mineur.

II - La dévolution de la succession

Il faut distinguer la succession en présence d'un testament ou sans testament.

A) En présence d'un testament

Le défunt a pu léguer ses biens, pour le tout ou partiellement.

Le testament est le plus souvent olographe, il prend la forme d'une lettre écrite de la main du défunt, datée et signée, et qui énumère ses volontés.

Le testament peut avoir été confié à un notaire par le défunt, ou trouvé par les héritiers.

Il doit être remis au notaire qui en dresse acte de dépôt et le transmet au Tribunal de Grande Instance.

Le droit français réserve une quotité de la succession à certains héritiers, et il est impossible de déshériter totalement ses enfants ou à défaut ses autres descendants, et en l'absence de descendants, son conjoint survivant.

Par exemple, s'il y a deux enfants, il n'est pas possible de gratifier une autre personne pour plus d'un tiers de la succession.

B) Hors testament

Les héritiers sont classés en quatre ordres :

- 1er ordre : les descendants (enfants et petits-enfants)
- 2ème ordre : les ascendants privilégiés (père et mère) et les collatéraux privilégiés (frères et sœurs du défunt et leurs descendants)
- 3ème ordre : les ascendants ordinaires (autre que père et mère) : grands parents...
- 4ème ordre : les collatéraux ordinaires : oncles, tantes, cousins.

La succession est ensuite dévolue par degré au sein de chaque ordre, c'est celui qui est le plus proche du défunt qui est prioritaire.

Il faut prêter attention à la situation du conjoint survivant qui, bien que ne faisant pas partie d'un ordre, hérite en l'absence de descendants et des père et mère.

C) La situation du conjoint survivant

La loi lui accorde des droits dans la succession.

Si le couple avait uniquement des enfants communs : le survivant peut choisir entre l'usufruit de la totalité des biens de la succession ou la propriété du quart de ces biens.

Si le défunt laisse également des enfants autres que communs : le conjoint recueille le quart des biens.

Une donation entre époux permet d'aménager cette situation, le conjoint survivant peut alors profiter d'une quotité élargie en présence d'enfants et peut choisir de recueillir la part dont on pourrait disposer en faveur d'un tiers en présence d'enfants, 1/4 en pleine propriété et 3/4 en usufruit ou enfin, la totalité des biens en usufruit.

Si le défunt ne laisse pas d'enfant, mais ses père et mère : chacun d'eux recueille un quart des biens de la succession, tandis que le conjoint hérite de la moitié restante. Le conjoint hérite des $\frac{3}{4}$ des biens s'il ne reste qu'un seul parent.

Enfin, en l'absence de descendants et des père et mère, il hérite de la totalité de la succession.

III - Le droit fiscal

Lorsque le défunt réside habituellement en France, sa succession est imposable en France en totalité. Peu importe les biens qui la composent (meubles ou immeubles) et le lieu où ils sont situés. Les droits de succession doivent être réglés dans les six mois du décès.

C'est ainsi que la succession d'un polonais domicilié en France pourra se voir réclamer des droits de succession sur les biens situés en France et en Pologne, et voir les biens situés en Pologne assujettis à la fiscalité successorale polonaise, aucune convention n'existant entre la France et la Pologne quant à la fiscalité successorale.

Cependant, le montant des droits de mutation à titre gratuit acquitté, le cas échéant, hors de France est imputable sur l'impôt exigible en France. Cette imputation est limitée à l'impôt acquitté sur les biens meubles et immeubles situés hors de France.

FICHE III- LA SUCCESSION AVEC DES BIENS MOBILIERS ET/OU IMMOBILIERS EN POLOGNE, SELON LE DROIT FRANÇAIS

***Résumé :** Cette fiche expose la manière dont un notaire français traitera une succession comportant des biens mobiliers et/ou immobiliers en Pologne. La fiche traite des successions selon qu'un testament indiquant le choix de loi applicable ait été fait ou non.*

Les règles de droit international privé ont été modifiées par un règlement européen du 4 juillet 2012 qui rentrera en application pour les successions ouvertes à compter du 17 août 2015. Il résulte de ce règlement une uniformisation des principes applicables entre les biens mobiliers et les biens immobiliers, et une ouverture à la volonté exprimée préalablement par le défunt par testament. Il est possible pour ces successions- la de choisir la loi qui sera applicable à l'ensemble de la succession : elle peut être la loi de la nationalité de la personne. A défaut de choix, la loi applicable à la succession sera la loi de l'État dans lequel le défunt avait sa résidence habituelle au moment de son décès. Néanmoins, lorsque, à titre exceptionnel, il résulte de l'ensemble des circonstances de la cause que, au moment de son décès, le défunt présentait des liens manifestement plus étroits avec un État autre que celui de sa résidence habituelle, la loi applicable à la succession est celle de cet autre État. Ce règlement crée également le concept d'un "certificat successoral européen"

La fiche traite des successions selon qu'un testament définissant la loi applicable ait été fait (1) ou non (2) et présente le certificat successoral européen (3).

I - Présence d'un testament choisissant la loi nationale applicable

A) Ouverture de la succession avant le 17 août 2015:

Les règles applicables sont différentes suivant la nature mobilière ou immobilière des biens concernés. Le choix testamentaire de la loi applicable ne peut pas être appliqué pour les successions ouvertes avant 2015.

B) Ouverture de la succession à compter du 17 août 2015:

Le règlement européen du 4 juillet 2012 prévoit que toute personne peut choisir que sa succession obéisse à sa loi nationale plutôt qu'à la loi de résidence.

Ce choix présentera notamment l'avantage de la stabilité puisque les éventuels changements de résidences ne remettront pas en cause, dans ce cas, le règlement applicable à sa succession. Plusieurs conditions sont à respecter :

- Le choix doit porter sur la loi de la nationalité de la personne au moment de la rédaction du testament ou au moment du décès.
- La validité du testament s'analyse au regard de la loi choisie.
Ce testament s'appliquera pour toutes les successions pour lesquelles un testament aura été rédigé dans ce sens à compter du 16 août 2012. Il est donc possible de choisir sa loi applicable dès maintenant.

II - Absence de testament définissant la loi applicable

A) Ouverture de la succession avant le 17 août 2015 :

Pour les successions ouvertes avant le 17 août 2015, la loi applicable est différente selon la nature des biens:

- Les biens mobiliers sont régis par les règles définies par la loi du domicile du défunt au jour du décès.
- Les biens immobiliers sont régis par les règles définies par la loi de situation des biens.

Important :

- S'il existe un conflit de loi négatif, chacun renvoyant la compétence à l'autre pays, la France accepte d'être compétent en matière mobilière. Elle l'acceptera également en matière immobilière si cela induit une uniformité des règles mobilières et immobilières.
- S'il existe un conflit de loi positif, chacun des états se déclarant compétent, la France appliquera sa loi sur les immeubles français et les héritiers détermineront le surplus.

B) Ouverture de la succession après le 17 août 2015 :

Les successions ouvertes à compter du 17 août 2015 sont régies par la loi de résidence habituelle du défunt au jour de son décès, sauf si un choix autre a été prévu par lui par testament (voir ci-dessus).

L'innovation porte surtout sur l'unicité des régies applicables aux biens tant mobiliers qu'immobiliers.

Résumé : Cette fiche présente la manière dont un notaire français traitera le testament du défunt : qu'il ait été établi en français, en polonais ou dans une autre langue et peu importe où.

Lors de l'ouverture d'une succession, le notaire chargé de la succession doit vérifier si le défunt a pris ou non des dispositions testamentaires. A défaut, c'est la dévolution légale, c'est-à-dire un choix des héritiers opéré par la loi, qui s'appliquera en fonction de la loi ou des lois compétentes pour le règlement de la succession.

I - Comment vérifier l'existence ou non d'un testament ?

➤ Si le testament est établi en France

Il convient de se rapprocher du notaire du défunt ou de tout autre notaire pour interroger le Fichier central des dispositions des dernières volontés (à Venelles dans les Bouches du Rhône) sans oublier de chercher dans les papiers du défunt.

➤ Si le testament est établi à l'étranger

Il y a possibilité de consulter l'ARERT (par courrier : Association du Réseau Européen des Registres Testamentaires (ARERT), Rue de la Montagne 30-34, 1000 Bruxelles, Belgique ou par courriel contact@arert.eu), et comme en France il convient de contacter le notaire local du défunt et de chercher dans ses affaires.

Sont abordés ci-après : la mise en application en France du testament (I), les effets du testament (II) et enfin les modifications apportées par le règlement européen de juillet 2012 (III).

II - La mise en application en France du testament

Le Droit français reconnaît plusieurs types de testament :

- le testament olographe
- le testament authentique
- le testament mystique
- le testament international

Si le testament est établi en France, les règles nécessaires à sa mise en application sont définies par le Code civil et chaque type de testament a un parcours différent pour sa mise en œuvre. En fonction de la situation successorale du défunt, le testament pourra recevoir une application totale ou

partielle. En droit français par exemple, en présence de descendants ou du conjoint, il existe la réserve héréditaire qui interdit au défunt de disposer librement de la totalité de son patrimoine.

En France, le testament olographe et le testament authentique sont les deux formes les plus utilisées. Si le testament doit s'exécuter en partie en Pologne, il faudra en adresser une copie à un notaire polonais.

A) Mise en application du testament olographe :

Pour être valable le testament olographe doit être écrit de la main du testateur, daté et signé. Le testateur peut le rédiger seul, mais il est vivement conseillé d'avoir recours à un notaire pour s'assurer de sa validité et éviter toute ambiguïté dans sa rédaction.

Lors de l'ouverture de la succession, si le testament est en France, il doit être déposé chez un notaire français, en vertu de l'article 1007 du Code civil. Ce texte s'applique à tous les testaments olographes découverts en France, peu importe la langue de rédaction du testament. Si le testament est rédigé en polonais il faudra en faire effectuer la traduction par un traducteur assermenté, de préférence, afin d'éviter toute mauvaise interprétation.

Le testament sera ensuite :

- Déposé au rang des minutes du notaire,
- Enregistré auprès de l'administration fiscale,
- Déposé au Greffe du Tribunal d'instance du lieu de décès du défunt conformément à l'article 1009 du Code civil,
- Selon les cas le légataire universel devra se faire envoyer en possession, par le Président du Tribunal de France Instance du lieu d'ouverture de la succession,
- Enfin les légataires particuliers devront se faire délivrer leurs legs, par les héritiers désignés par la loi ou par le légataire universel.

B) Mise en application du testament authentique :

Le testament authentique est reçu par un notaire, en présence d'un autre notaire ou de deux témoins, il est plus sûr que le testament olographe, car le notaire en assure la conservation et que son contenu est incontestable. Sa mise en œuvre formelle est beaucoup plus légère : pas de dépôt au rang des minutes, pas de dépôt au greffe du Tribunal, il doit simplement faire l'objet d'un dépôt à l'enregistrement.

C) Mise en application du testament mystique :

Le testament mystique est très rarement utilisé. Il s'agit d'un testament secret élaboré en deux temps. Il est tout d'abord rédigé par le testateur ou par un tiers et signé par le testateur (si ce dernier ne sait pas ou ne peut pas signer, l'acte doit le mentionner) ; dans un deuxième temps, le testateur remet le testament à un notaire sous pli cacheté, pour qu'il établisse un acte de suscription en présence de deux témoins.

Les principaux avantages de cette forme de testaments sont d'offrir au testateur la sécurité du testament authentique, le secret du testament olographe ainsi que la liberté dans le mode de rédaction.

Toutefois, le notaire ne peut pas vérifier son efficacité juridique.

C'est l'inconvénient majeur de cette forme de testament.

Après le décès, le testament mystique est soumis aux mêmes formalités que le testament olographe et notamment la formalité de dépôt de l'article 1007 du Code civil et à l'enregistrement.

D) Mise en application du testament international :

Le testament international est reconnu en France, au même titre que les autres formes de testament, et dans tous les autres pays qui ont adhéré ou adhéreront à la convention de Washington du 26 octobre 1973.

Le testateur écrit lui-même, fait écrire ou dactylographie un document dans lequel il expose ses volontés et ce, dans n'importe quelle langue.

En présence de deux témoins et d'un notaire (ou d'un agent diplomatique ou consulaire français lorsque le testament est fait par des Français à l'étranger), le testateur déclare que le document présenté est bien son testament et qu'il en connaît le contenu. Puis il le signe ou s'il l'a déjà signé, il reconnaît et confirme sa signature.

Le notaire et les témoins signent à leur tour le document. Le notaire date le testament et établit une attestation indiquant que toutes les obligations prescrites par la convention de Washington ont été respectées.

La convention ne prévoit pas de règles obligatoires pour la conservation du testament international. Les testaments internationaux établis en France peuvent faire l'objet d'une inscription au Fichier central des dispositions de dernières volontés.

Au décès, le notaire français traitera le testament international étranger comme un testament mystique ou olographe. Il le déposera au rang des minutes.

Attention, la Pologne n'a pas signée ni ratifiée la convention de Washington du 26 octobre 1973. Pour la question, du testament international réceptionné par un notaire polonais, voir la fiche spécifique.

III - Les effets du testament

Quelle que soit la forme du testament, l'application de celui-ci peut être limitée par la loi. En effet il est impossible en droit français de déshériter certains membres de la famille qui sont protégés par la réserve. En présence d'enfants ou du conjoint, la succession dévolue selon la loi française sera soumise aux limites imposées par cette réserve.

En présence d'enfants, le défunt ne pourra disposer que de la quotité disponible, soit en présence d'un enfant de la moitié de ses biens, de deux enfants, du tiers de ses biens et de trois enfants ou plus, du quart de ses biens. En présence du conjoint et en l'absence d'enfant, le testateur ne pourra

disposer que du quart de ses biens et ne pourra priver son conjoint de certains droits, dont le droit viager au logement.

IV - Les effets du règlement communautaire du 4 juillet 2012

Actuellement, lors d'une succession ouverte en France, qu'elle soit testamentaire ou non, la loi applicable sera différente selon que le défunt a laissé des biens meubles ou des biens immobiliers. Pour les biens meubles la succession sera réglée selon la loi du domicile du défunt et pour les biens immobiliers, selon la loi du lieu de leur situation.

Ce principe de conflit de loi présente l'inconvénient d'un morcellement de la succession immobilière, quand le défunt possède des biens immobiliers dans plusieurs pays. Ce principe a pour conséquence d'aboutir à une application différente du testament selon les pays du lieu de situation des immeubles : en France l'application du testament sera ainsi limitée par la règle de la réserve héréditaire, à la différence de la Pologne où elle n'existe pas sous la même forme.

Aussi pour mettre fin aux conflits de loi, le règlement européen du 4 juillet 2012, applicable dans tous les Etats de l'Union, sauf le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande, prévoit qu' à partir du 17 août 2015, une seule loi régit l'ensemble de la succession : la loi de la dernière résidence habituelle du défunt (sauf si le défunt avait des liens plus étroits avec un autre Etat que celui qui correspond à la définition de dernière résidence habituelle). Par ailleurs, sans attendre 2015, la personne qui souhaitait organiser à l'avance sa succession pouvait dès lors décider par testament de remplacer la loi de sa dernière résidence, par la loi de sa nationalité. D'où l'importance de consulter un notaire pour rédiger un testament pour faire le choix. Cela, même si les effets ne seront produits qu'à partir du 17 août 2015.

FICHE V- FORMALITES ET FORMALISMES SPECIFIQUES AU DROIT FRANÇAIS

Résumé : Cette fiche présente les formalités et formalismes que le notaire français en charge d'une succession devra respecter.

Lors du règlement d'une succession, le notaire français chargé de celle-ci doit établir un certain nombre d'actes, savoir :

➤ **Systématiquement :**

- L'acte de notoriété par lequel se fait la preuve de la qualité d'héritier.
- L'attestation immobilière de propriété si le défunt a laissé des immeubles.
- La déclaration de succession (imprimés 2705, 2705 S, 2706) à déposer à la recette fiscale du domicile du défunt dans les 6 mois du décès si le défunt est décédé en France, dans l'année s'il est décédé hors de France. Toutefois, lorsque des héritiers étaient inconnus au jour du décès, le délai ne commence à courir que du jour de la révélation qui leur a été faite de l'ouverture de la succession.

➤ **Suivant les cas :**

- Dépôt au rang des minutes d'un testament olographe,
- L'inventaire et la clôture d'inventaire,
- L'option successorale des héritiers (peu importe qu'elle soit d'origine légale ou successorale) qui est le plus souvent incluse dans l'un des actes systématiques,
- La liquidation successorale comprenant le partage.

➤ **Tous ces actes n'emportent pas l'intervention du juge en principe. Toutefois, celui-ci peut être sollicité notamment dans les cas suivants :**

- Litige sur la dévolution successorale avec de nouveaux héritiers inconnus (ou pas des autres cohéritiers) dont la révélation intervient dans les 10 ans du décès sauf si l'héritier a des motifs légitimes d'ignorer ses droits successoraux, notamment le décès ;
- Lorsque un héritier ne prend pas parti dans les deux mois suivant la sommation par acte extra-judiciaire car voulant bénéficier d'un délai supplémentaire pour clôturer l'inventaire ou justifie d'autres motifs sérieux et légitimes ;
- Dans le cas de recel ;

- Lorsqu'il y a un ou plusieurs héritiers majeurs sous tutelle ainsi que des mineurs pour accepter purement et simplement une succession ;
- Toute contestation relative au règlement d'une succession (rapport, réduction etc...)

Tous les actes dressés par le notaire sont des actes importants voire graves dans les conséquences patrimoniales des héritiers. Or, compte tenu de l'éclatement des familles d'un point de vue géographique, il est de plus en plus courant que l'un des héritiers ne puisse se déplacer en l'étude du notaire pour signer les actes et désire signer une procuration.

➤ **Question de la forme de la procuration : authentique ou sous-seing privé ?**

Même si la forme authentique n'est impérative que dans de rares cas, il est utile de se poser la question du consentement éclairé de cet héritier. Seule la procuration sous forme authentique peut permettre de garantir le consentement libre et éclairé de l'héritier.

Il semble primordial que le notaire dans ce cas impose à celui qui ne peut se déplacer de procéder à un mandat authentique.

➤ **Cas de l'héritier basé en Pologne ne pouvant se déplacer en France :**

Il conviendra de faire traduire la procuration en langue polonaise par un traducteur assermenté. L'héritier pourra alors signer la procuration authentique chez un notaire polonais qui lui donnera tous les renseignements utiles sur l'impact de celle-ci.

Avec le règlement européen sur les successions internationales qui est applicable aux successions ouvertes à compter du 17 août 2015 et impose aux notaires polonais et français d'avoir une connaissance des droits des successions extraterritoriaux et la part relevant du devoir de conseil ne peut que prendre de l'ampleur. D'où la plus grande nécessité d'établir, dès qu'il en est possible et pas seulement obligatoire, des procurations authentiques.

Une fois signée en langue polonaise accompagnée de sa traduction en langue française, il conviendra de la faire légaliser qui se fera sous la forme simplifiée de l'apostille (convention de la Haye du 5 octobre 1961).

Le morcellement des familles d'un point de vue géographique et les remariages peuvent aboutir à des situations parfois complexes pour trouver ou retrouver les héritiers. Le notaire est de plus en plus enclin une fois qu'il a été saisi de la succession de faire demander par les héritiers soit une confirmation de la dévolution soit de rechercher l'existence probable d'autres héritiers à un généalogiste.

Faire appel à un généalogiste, en France, est assez fréquent.

Avec la réponse ministérielle n° 5614 pour le Sénat du 20 juin 2013, le gouvernement français a récemment précisé :

« Il n'est pas envisagé de tarifier la rémunération des **généalogistes** successoraux, ni de les soumettre à une réglementation professionnelle particulière. La garde des Sceaux a en effet rappelé que « s'agissant du coût de la prestation, la Cour de cassation considère que le juge peut réduire les honoraires du **généalogiste** successoral lorsque ceux-ci apparaissent exagérés au regard des services rendus. La profession de **généalogiste** successoral est par ailleurs structurée autour de plusieurs organismes qui ont mené des actions d'auto réglementation aboutissant à l'établissement de chartes professionnelles qui définissent le code de bonne conduite de la profession. Ainsi, sans que les cabinets spécialisés ne soient soumis à un statut professionnel, leur activité obéit à des règles strictes, garantissant à la fois un juste équilibre entre les parties au contrat et la protection des consommateurs. »

En Pologne, le recours à un généalogiste est très rare. Cette profession est très peu établie dans ce pays.

Parallèlement à l'établissement de la dévolution, le notaire va devoir constituer le dossier de succession. Même s'il a la possibilité de faire certaines recherches de son propre chef pour reconstituer le patrimoine tant actif que passif du défunt, il ne peut, pour les biens principaux (immobiliers et comptes en banque) en France comme à l'étranger, que se fier aux indications et informations des héritiers.

PARTIE I : LES SUCCESSIONS EN FRANCE

Section 2 : en langue polonaise

- a) le rôle et la compétence d'un notaire français dans le règlement d'une succession en France
- b) le règlement de la succession d'un polonais domicilié en France ou ayant sa résidence habituelle en France
- c) la succession avec des biens mobiliers et/ou immobiliers en Pologne, selon le droit français
- d) l'application d'un testament en France, selon le droit français.
- e) formalités et formalismes spécifiques au droit français

Fiszka 1: Rola i kompetencje francuskiego notariusza w uregulowaniu spadku we Francji

***Streszczenie:** W niniejszej fiszce wyjaśniono czynności, które należy podjąć po śmierci bliskiej osoby, wymieniono dokumenty, które należy dostarczyć notariuszowi i podano informacje na temat kompetencji francuskiego notariusza w regulowaniu spraw spadkowych. Informacje te dotyczą wszystkich spraw spadkowych, którymi zajmuje się francuski notariusz.*

I - Co należy zrobić po śmierci bliskiej osoby?

Po śmierci obywatela polskiego mieszkającego we Francji, który był właścicielem rzeczy ruchomych lub nieruchomości we Francji, należy szybko udać się do notariusza (w miarę możliwości w ciągu 15 dni), który (w zależności od sytuacji osobistej zmarłego) będzie potrzebował następujących dokumentów (lista może ulec zmianie):

Stan cywilny:

1-akt zgonu

2-Książeczka(-i) rodzinna(-e) (skrótowe akty stanu cywilnego, a w niektórych przypadkach również akty stanu cywilnego rodziców zmarłego)

3-orzeczenie(-a) rozwodu lub separacji (ewentualnie)

4-dane zstępnego lub zstępnych (adres, zawód, telefon, ewentualne książeczki rodzinne)

5- w przypadku braku zstępnych dane braci, sióstr (lub w razie braku siostrzeńców/bratanków lub siostrzenic/bratanic) zmarłego (adres, zawód, telefon, ewentualne książeczki rodzinne)

6- w razie braku zstępnych lub jeżeli zstępni nie żyją, dane ojca i matki zmarłego (adres, zawód, telefon, ewentualne książeczki rodzinne)

7- w razie braku spadkobierców mających pierwszeństwo dane spadkobierców powołanych do spadku w dalszej kolejności (do 6. stopnia)

8- w razie braku spadkobierców uprawnionych do zachowku (z wyjątkiem respektowania rozporządzalnej części spadku*), dane zapisobiercy(-ów) wyznaczonego(-ych) w testamencie

A) Stan cywilny lub testamentowy:

- 9- małżeńska umowa majątkowa, jeżeli została sporządzona (przed zawarciem związku małżeńskiego lub w jego trakcie)
- 10- darowizna między małżonkami, jeżeli miała miejsce (w trakcie związku małżeńskiego) – chodzi o darowiznę na wypadek śmierci
- 11- umowa o wspólnym pożyciu (fr. PACS, pakt solidarności) (jeżeli została sporządzona)
- 12- ewentualny oryginał testamentu(-ów) sporządzonego(-ych) własnoręcznie [spisanego(-ych), datowanego(-ych) i podpisanego(-ych) przez zmarłego]

B) Sytuacja majątkowa:

- 13- potwierdzenie składników majątku spadkowego (rachunki bankowe lub oszczędnościowe, faktury zakupu, inwentarz, umowy ubezpieczeniowe, fundusze emerytalne itp.)
 - 14- potwierdzenia pasywów (faktury do zapłaty nieuregulowane przed zgonem, zaświadczenie o rozliczeniu podatków, tabele amortyzacyjne pożyczek w toku, umowy kredytów hipotecznych, inwentarze itp.)
 - 15- tytuły własności nieruchomości
 - 16- akty darowizny dokonanej przez zmarłego za życia (***należy przekazać notariuszowi w każdej sytuacji***)
- * ROZPORZĄDZALNA CZĘŚĆ SPADKU : część mienia, którą można dysponować na rzecz osoby, która nie jest członkiem rodziny w obecności zstępnych, nadwyżka stanowiąca „udział” obowiązkowo przekazywany tymże zstępnym

II - Lista dokumentów, które należy przekazać notariuszowi w zależności od sytuacji zmarłego (najczęstsze przypadki)

A) ZMARŁY STANU WOLNEGO (WDOWIEC/WDOWA)

1- Zmarły nie zawarł umowy o wspólnym pożyciu, nie ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 2 (jeżeli jest wdowcem/wdową) – 5 – 6 – 7 – 13 – 14 – 15 – 16

2- Zmarły nie zawarł umowy o wspólnym pożyciu, nie ma zstępnych, zostawił testament:

Nr 1 – 2 (jeżeli jest wdowcem/wdową) – 5 – 6 – 7 – 8 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

3- Zmarły nie zawarł umowy o wspólnym pożyciu, ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 2 – 4 – 13 – 14 – 15 – 16

4- Zmarły nie zawarł umowy o wspólnym pożyciu, ma zstępnych, zostawił testament:

Nr 1 – 2 – 4 – 8 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

5- Zmarły zawarł umowę o wspólnym pożyciu, nie ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 5 – 6 – 7 – 11 – 13 – 14 – 15 – 16

6- Zmarły zawarł umowę o wspólnym pożyciu, nie ma zstępnych, zostawił testament:

*** Wyposażający wyłącznie partnera:**

Nr 1 – 6 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

*** Częściowo wyposażający partnera (np.: użytkowanie mieszkania):**

Nr 1 – 5 – 6 – 7 – 8 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

7- Zmarły zawarł umowę o wspólnym pożyciu, ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 2 – 4 – 11 – 13 – 14 – 15 – 16

8- Zmarły zawarł umowę o wspólnym pożyciu, ma zstępnych, zostawił testament:

Nr 1 – 2 – 4 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

B) ZMARŁY BYŁ W ZWIĄZKU MAŁŻEŃSKIM (małżonek/-ka powołany do spadku)

1- zmarły nie ma zstępnych, nie zostawił testamentu, brak darowizny między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 5 (jeżeli następuje ustawowy zwrot darowizny na ich rzecz) – 6 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

2- zmarły nie ma zstępnych, nie zostawił testamentu, darowizna między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 6 – 5 (jeżeli następuje ustawowy zwrot darowizny na ich rzecz) – 9 – 10 – 13 – 14 – 15 – 16

3- zmarły nie ma zstępnych, zostawił testament, darowizna między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 5 (ewentualny ustawowy zwrot darowizny) – 6 – 8 (jeżeli testament wyposaża osobę trzecią oraz w granicach rozporządzalnej części spadku) – 9 – 10 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

4- zmarły ma zstępnych, nie zostawił testamentu, brak darowizny między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 4 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

5- zmarły ma zstępnych, nie zostawił testamentu, darowizna między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 4 – 9 – 10 – 13 – 14 – 15 – 16

6- zmarły ma zstępnych, zostawił testament, darowizna między małżonkami:

Nr 1 – 2 – 4 – 9 – 10 – 12 (wielkość rozporządzalnej części spadku do sprawdzenia) – 13 – 14 – 15 – 16

UWAGA Małżonek wydziedziczony testamentem sporządzonym w obecności notariusza nie jest powołany do spadku. Małżonek pozostający w separacji jest powołany do spadku

C) ZMARŁY ROZWIEDZIONY (przeprowadzono podział majątku)

1- zmarły nie ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 2 – 3 – 5 – 6 – 7 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

2- zmarły nie ma zstępnych, zostawił testament:

Nr 1 – 2 – 3 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

3- zmarły ma zstępnych, nie zostawił testamentu:

Nr 1 – 2 – 3 – 4 – 9 – 13 – 14 – 15 – 16

4- zmarły ma zstępnych, zostawił testament:

Nr 1 – 2 – 3 – 4 – 8 – 9 – 12 – 13 – 14 – 15 – 16

III - Rola i kompetencje notariusza francuskiego w związku z uregulowaniem sprawy spadkowej

Powierzili Państwo notariuszowi uregulowanie spadku bliskiej osoby.

A) Jego rola jest następująca:

- udzielenie odpowiedzi na wszystkie pytania,
- pomoc przy różnych czynnościach,
- objaśnienie różnych możliwości, które mogą Państwo wybrać, i doradztwo w tym zakresie, które z możliwości są dla Państwa najkorzystniejsze (podatki, prawo cywilne, zarządzanie majątkiem...),
- zgromadzenie wszystkich aktów stanu cywilnego zainteresowanych osób (akty urodzenia i zawarcia związku małżeńskiego, zaświadczenie o zawarciu umowy o wspólnym pożyciu – PACS),
- zgromadzenie wszystkich dokumentów administracyjnych lub innych, które są konieczne do uregulowania sprawy,
- pomoc, jeżeli chcą Państwo oszacować wartość nieruchomości (notariusz posiada doskonałe rozeznanie na rynku lokalnym i dysponuje skutecznymi narzędziami wyceny nieruchomości położonych poza obszarem jego działalności),
- sprawdzenie Centralnego Rejestru Dyspozycji Ostatniej Woli (fr. FCDDV), celem poznania dyspozycji na wypadek ewentualnej śmierci,
- po zapoznaniu się ze wszystkimi składnikami majątku spadkowego i długów spadkowych doradztwo w sprawie zwykłego (a zatem ostatecznego) przyjęcia spadku, przyjęcia do wysokości składników majątku spadkowego netto (co wcześniej określano mianem „z dobrodziejstwem inwentarza”) lub odrzucenia spadku (również ostatecznego),
- jeżeli nie istnieje żaden znany spadkobierca, zlecenie odpowiednich poszukiwań genealogicznych.

B) Notariusz posiada następujące kompetencje:

- przechowywanie oryginałów testamentów sporządzonych własnoręcznie przez zmarłego i sporządzenie protokołu otwarcia oraz opisu testamentu,
- złożenie kopii testamentów w kancelarii Sądu Wielkiej Instancji,
- sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia, w którym ustala się przypadnięcie spadku (tj. listę i charakter spadkobierców i przypadające im części spadku),
- przesłanie niezbędnych dokumentów adwokatowi w celu dopełnienia formalności sądowych związanych z wprowadzeniem zapisobiorcy w posiadanie zapisu, jeżeli ma to miejsce (zob. fiszka pt. „Testament”),
- sporządzanie (w przypadku spadkobiercy małoletniego lub pełnoletniego ubezwłasnowolnionego) wniosków skierowanych do sędziego opiekuńczego o zezwolenie opiekunowi na przyjęcie spadku w imieniu

osoby znajdującej się pod jego opieką, a następnie podejmowanie dalszych czynności rozporządzających,

- sporządzanie poświadczeń własności, w których stwierdza się przeniesienie na spadkobierców, w wyniku zgonu, nieruchomości należących do zmarłego, - złożenie tego aktu w odpowiednim wydziale ksiąg wieczystych w celu zapewnienia jawności ksiąg wieczystych i wprowadzenia zmian do ksiąg katastralnych,
- sporządzenie inwentarza praw i obowiązków związanych ze spadkiem i zamknięcie go w terminie ustawowym, jeżeli jest to obowiązkowe (obecność osób małoletnich) lub wskazane,
- sporządzenie oświadczenia spadkowego umożliwiającego obliczenie kwoty opłat, które spadkobiercy muszą uiścić na rzecz administracji podatkowej,
- zgromadzenie w swojej kancelarii albo środków niezbędnych do spłacenia długów spadkowych i zapłaty podatku spadkowego i uiszczenie tych kwot, albo, jeżeli takie zadanie zostanie mu powierzone, całości środków pieniężnych ze spadku, aby przekazać całą kwotę spadkobiercom po odliczeniu kosztów długów (które należy potwierdzić).

Po dokonaniu wszystkich tych czynności sprawa spadkowa zostaje zakończona, a notariusz zwolniony ze swojego zadania,

- doradztwo na rzecz spadkobierców w celu dokonania podziału spadku, jeżeli sobie tego życzą, i sporządzenie aktu, jeżeli spadkobiercy dojdą do porozumienia (*podział wpisany do ksiąg wieczystych w ciągu 10 miesięcy od zgonu pozwala uniknąć sporządzania poświadczenia własności, o którym mowa powyżej*).

IV - Uregulowanie spadku we Francji:

Aby przeprowadzić uregulowanie spadku we Francji, należy ustalić kto jest spadkobiercą zmarłego. Kodeks cywilny przewiduje zasady, które w niektórych przypadkach są obowiązkowe:

1°) nie można wydziedziczyć swoich ZSTĘPNYCH (dzieci zmarłego i, jeżeli jedno z nich zmarło wcześniej, jego własnych dzieci, które otrzymają część należną ich wstępnemu). Jeżeli zmarły miał jedno dziecko, musi ono otrzymać co najmniej $\frac{1}{2}$ majątku spadkodawcy / jeżeli zmarły miał dwoje dzieci, każde z nich musi otrzymać co najmniej $\frac{1}{3}$ majątku / jeżeli zmarły miał troje lub więcej dzieci, otrzymają one co najmniej $\frac{3}{4}$ majątku.

2°) W braku zstępnych porządek dziedziczenia jest następujący: rodzice i rodzeństwo (lub siostrzeńcy/bratankowie i siostrzenice/bratanice w przypadku wcześniejszej śmierci rodzeństwa), następnie pozostali wstępni (dziadkowie), a wreszcie krewni aż do szóstego stopnia. Jeżeli nie ma spadkobierców, a zmarły nie zostawił testamentu, spadek przejmuje państwo.

Zmarły zawsze ma możliwość sporządzenia testamentu w celu wyznaczenia dowolnej osoby (możliwość ograniczona do części majątku w przypadku posiadania zstępnych do jednej czwartej, jednej trzeciej lub jednej drugiej majątku w zależności od ich liczby. W celu obliczenia tych części uwzględnia się również rozporządzenia majątkiem pod tytułem darmym dokonane przez zmarłego za życia).

Pozostały przy życiu małżonek może być spadkobiercą w razie braku zstępnych; jeżeli są zstępni, prawo przewiduje pewną ochronę, która może zostać zwiększona w formie „darowizny między małżonkami”. Zasadniczo, w obecności dzieci, małżonek otrzymuje użytkowanie (wieczyste) majątku spadkowego.

Notariusz musi zatem ustalić tożsamość każdego spadkobiercy i przypadającą mu część majątku, co czyni zgodnie z przedstawionymi powyżej zasadami. Notariusz może zlecić poszukiwania genealogiczne w celu odnalezienia spadkobierców, których nie udało się zlokalizować.

Pierwszym dokumentem, który należy uregulować, jest AKT POŚWIADCZENIA DZIEDZICZENIA, czyli zaświadczenia stwierdzającego tożsamość spadkobiercy i jego prawa do spadku, poprzez którą przenosi się spadek. Czynność ta pozwoli każdemu spadkobiercy potwierdzić swoje prawo do spadku każdej osobie, która zwróci się z takim wnioskiem (banki, kasy emerytalne itp...)

Jeżeli zmarły był właścicielem nieruchomości, należy sporządzić POŚWIADCZENIE WŁASNOŚCI, w którym stwierdza się, że odtąd właścicielami są spadkobiercy zmarłego. Poświadczenie zostanie włączone do Rejestru Nieruchomości prowadzonego przez administrację podatkową.

W ciągu sześciu miesięcy od zgonu należy złożyć OŚWIADCZENIE O SPADKU w urzędzie podatkowym w miejscu zamieszkania zmarłego. Jest to dokument czysto podatkowy ustanawiający składniki majątku spadkowego netto: na podstawie oświadczeń spadkobierców notariusz musi ustalić wszystkie składniki majątku objęte dziedziczeniem (środki na rachunkach bankowych, wierzytelności, nieruchomości, pojazdy itp.), a także składniki pasywów (bieżące pożyczki, należne podatki itp.), aby obliczyć część netto spadku przypadającą na każdego spadkobiercę, co pozwoli wyliczyć kwotę podatku spadkowego na rzecz administracji podatkowej. Wreszcie można sporządzić akt DZIAŁU, w którym stwierdza się podział majątku między spadkobierców.

Oprócz sporządzenia tych aktów notariusz udzieli klientom porad i pokieruje ich w różnych czynnościach, które należy podjąć w następstwie zgonu.

Fiszka 2: Uregulowanie spadku obywatela polskiego zamieszkałego we Francji lub przebywającego we Francji

Streszczenie: w fiszce zamieszczono informacje dotyczące w szczególności obywateli polskich mieszkających we Francji. Majątek ruchomy i nieruchomy można traktować odmiennie.

Na wstępie należy ustalić mające zastosowanie prawo, mając na uwadze, że zmarły mieszkał we Francji, lecz był obywatelem polskim lub posiadał majątek w Polsce.

Prawem mającym zastosowanie do dziedziczenia majątku ruchomego jest prawo ostatniego miejsca zamieszkania zmarłego (a zatem prawo francuskie). Prawem mającym zastosowanie do dziedziczenia nieruchomości jest prawo obowiązujące w miejscu położenia nieruchomości. Zatem rachunki bankowe, we Francji oraz w Polsce, przypadną spadkobiercom wyznaczonym według prawa francuskiego. Dotyczy to również nieruchomości położonych we Francji. Jeżeli chodzi o nieruchomości położone w Polsce, przypadną one spadkobiercom wyznaczonym na mocy prawa polskiego.

Należy zauważyć, że w dniu 4 lipca 2012 r. przyjęto rozporządzenie europejskie, które będzie stosowane od dnia 17 sierpnia 2015 r. W drodze testamentu będzie można wskazać, że przyszłe dziedziczenie ma być uregulowane nie na mocy prawa w miejscu zamieszkania, lecz na mocy prawa krajowego.

Po ustaleniu mającego zastosowanie prawa należy zapoznać się z zasadami regulowania spadku we Francji. Obejmują one trzy kwestie: opcja spadkowa (I), przypadnięcie spadku (II) i aspekty podatkowe (III).

I - Opcja spadkowa

Można z niej skorzystać w ciągu 10 lat od zgonu, chyba że spadkobierca zostanie wezwany do zajęcia stanowiska przez wierzyciela spadku, jednego ze współspadkobierców, spadkobiercy dalszego kręgu lub państwo.

A) spadek przyjęty wprost

Jeżeli spadek wydaje się być zdecydowanie korzystny, spadkobiercy mogą przyjąć go wprost, w drodze aktu poświadczenia dziedziczenia, który zostanie sporządzony przez notariusza i pozwoli stwierdzić przypadnięcie spadku.

Dokumentu tego często domagają się banki lub organy administracyjne. Pozwala on potwierdzić status spadkobiercy.

Spadkobierca przejmuje zatem majątek zmarłego, lecz odpowiada za wszystkie długi spadkowe, nawet jeżeli przekraczają one przejęte składniki majątku spadkowego.

W przypadku pełnoletniej osoby ubezwłasnowolnionej sędzia opiekuńczy musi wydać zgodę na przyjęcie spadku.

Należy zauważyć, że przyjęcie może być również dorozumiane, jeżeli spadkobierca faktycznie przejął majątek spadkowy.

B) spadek przyjęty z dobrodziejstwem inwentarza do wysokości składników majątku spadkowego netto

Jeżeli występuje wątpliwość co do składu spadku, można przyjąć go do wysokości składników majątku spadkowego netto, aby nie ponosić odpowiedzialności za długi, które przekraczają kwotę składników majątku spadkowego. Spadkobierca nie ponosi zatem odpowiedzialności za długi wykraczające poza kwotę składników majątku spadkowego.

Jest to rozwiązanie atrakcyjne, jednak podlegające konkretnym formalnościom. Aby z niego skorzystać, do notariusza należy udać się w niedługim czasie po zgonie.

C) zrzeczenie się spadku

To ważna deklaracja, w wyniku której dana osoba przestaje być uważana za spadkobiercę, a składniki majątku spadkowego przypadają pozostałym spadkobiercom, natomiast zrzekający się nie odpowiada za długi.

Formalność tę należy przeprowadzić w Sądzie Wielkiej Instancji właściwym miejscowo dla ostatniego miejsca zamieszkania zmarłego.

Wymagane jest zezwolenie sędziego opiekuńczego, jeżeli zrzekający się jest pełnoletnią osobą ubezwłasnowolnioną.

II - Przypadnięcie spadku

Należy rozróżnić dziedziczenie testamentowe od dziedziczenia bez testamentu.

A) Dziedziczenie testamentowe

Zmarły mógł rozrzucić swoim majątkiem w całości lub części.

Testament jest najczęściej własnoręczny, ma formę odręcznego pisma zmarłego, datowanego i podpisanego, w którym zmarły przedstawia oświadczenia woli.

Testator może zdeponować testament u notariusza lub przekazać spadkobiercy.

Testament należy przekazać notariuszowi, który sporządza akt złożenia testamentu i przekazuje go Sądowi Wielkiej Instancji.

Prawo francuskie zastrzega część spadku na rzecz niektórych spadkobierców. Nie można wydziedziczyć całkowicie swoich dzieci lub, w przypadku ich braku, pozostałych zstępnych, a w przypadku braku zstępnych, pozostającego przy życiu małżonka.

Na przykład, jeżeli zmarły miał dwoje dzieci, nie można wyposażyć innej osoby częścią przekraczającą jedną trzecią majątku.

B) dziedziczenie bez testamentu

Spadkobiercy są podzieleni na cztery kręgi:

1. krąg: zstępni (dzieci i wnuki)
2. krąg: wstępni uprzywilejowani (ojciec i matka) oraz krewni uprzywilejowani (bracia i siostry zmarłego oraz ich dzieci)
3. krąg: wstępni zwykli (inni niż ojciec i matka): dziadkowe itp.
4. krąg: krewni zwykli: wujowie/stryjowie, ciotki/stryjenki, kuzyni.

Spadkobiercy dochodzą do dziedziczenia według stopnia w ramach każdego kręgu, pierwszeństwo ma ten, który jest najbliższym spokrewnionym ze zmarłym.

Należy zwrócić uwagę na sytuację małżonka pozostającego przy życiu, który - chociaż nie należy do żadnego kręgu - dziedziczy w braku zstępnych oraz ojca i matki.

C) sytuacja pozostającego przy życiu małżonka

Ustawa przyznaje mu prawo do spadku.

Jeżeli małżonkowie posiadali tylko wspólne dzieci: pozostający przy życiu małżonek może wybierać między użytkowaniem majątku spadkowego a własnością jednej czwartej tego majątku.

Jeżeli zmarły pozostawił również dzieci inne niż wspólne: pozostający przy życiu małżonek otrzymuje jedną czwartą majątku.

Darowizna między małżonkami pozwala uregulować tę sytuację, współmałżonek może wówczas otrzymać większą część spadku w przypadku obecności dzieci i podjąć decyzję o przyjęciu części, która może przypadać osobie trzeciej w przypadku obecności dzieci, 1/4 na wyłączną własność i 3/4 na użytkowanie, a wreszcie cały majątek na użytkowanie.

Jeżeli zmarły nie pozostawił dzieci, lecz ojca i matkę: każdemu z nich przysługuje jedna czwarta majątku spadkowego, natomiast małżonek dziedziczy pozostałą połowę. Małżonek dziedziczy $\frac{3}{4}$ majątku, jeżeli zmarły ma jednego rodzica.

W przypadku braku zstępnych oraz ojca i matki, małżonek dziedziczy cały spadek.

III - Prawo podatkowe

Jeżeli zmarły przebywa we Francji, jego spadek podlega w całości opodatkowaniu we Francji. Dzieje się tak bez względu na majątek spadkowy (rzeczy ruchome lub nieruchomości) oraz jego położenie. Podatek spadkowy należy uregulować w ciągu sześciu miesięcy od zgonu.

Spadek po obywatelu polskim zamieszkałym we Francji może podlegać podatkowi spadkowemu od majątku położonego we Francji i w Polsce, a nawet od majątku położonego w Polsce i podlegającego polskiemu podatkowi spadkowemu, ponieważ między Francją a Polską nie istnieje żadna umowa w sprawie opodatkowania spadków.

Jednakże kwota podatku z tytułu przeniesienia własności tytułem darmym, uiszczona w stosownym przypadku we Francji, jest wliczana do podatku wymaganego we Francji. Takie wliczenie ogranicza się do podatku uiszczanego od rzeczy ruchomych i nieruchomości położonych poza Francją.

Fiszka 3: Dziedziczenie rzeczy ruchomych lub nieruchomości w Polsce według prawa francuskiego

Streszczenie: W fiszce opisano sposób, w jaki notariusz francuski zajmie się dziedziczeniem rzeczy ruchomych i nieruchomości w Polsce. W fiszce omówiono dziedziczenie w zależności od tego, czy w testamencie dokonano wyboru prawa mającego zastosowanie do spadku, czy też nie.

Zasady prawa międzynarodowego prywatnego zostały zmienione rozporządzeniem europejskim z dnia 4 lipca 2012 r., które będzie stosowane w odniesieniu do spadków otwartych począwszy od dnia 17 sierpnia 2015 r. Rozporządzenie ujednolica zasady mające zastosowanie do rzeczy ruchomych i nieruchomości oraz otwarcia spadku, w przypadku gdy zmarły wyraził wcześniej swoją wolę w drodze testamentu. W przypadku takich spraw spadkowych można wybrać prawo mające zastosowanie do całego spadku: może to być prawo kraju, którego dana osoba jest obywatelem. W razie braku wyboru prawem mającym zastosowanie do spadku będzie prawo państwa, w którym zmarły przebywał w momencie śmierci. Niemniej jednak, jeżeli wyjątkowo ze wszystkich okoliczności danego przypadku wynika, że w momencie śmierci zmarły był w sposób oczywisty bliżej związany z państwem innym niż państwo jego pobytu, prawem mającym zastosowanie do spadku jest prawo tego innego państwa.

Do rozporządzenia wprowadzono również pojęcie „europejskiego poświadczenia spadkowego”.

W fiszce omówiono spadki w zależności od tego, czy w testamencie określono mające zastosowanie prawo (I), czy też nie (II), i przedstawiono europejskie poświadczenie spadkowe (III).

I - Występowanie testamentu, w którym dokonano wyboru mającego zastosowanie prawa krajowego

A) Otwarcie spadku przed dniem 17 sierpnia 2015 r.:

Mające zastosowanie zasady są różne w zależności od tego, czy majątek jest ruchomy czy też nieruchomy. Wybór prawa w testamencie nie może mieć zastosowania do spadków otwartych przed 2015 rokiem.

B) Otwarcie spadku od dnia 17 sierpnia 2015 r.:

Rozporządzenie europejskie z dnia 4 lipca 2012 r. przewiduje, że każda osoba może zdecydować, że dziedziczenie jej majątku nastąpi nie zgodnie z prawem obowiązującym w miejscu pobytu, lecz zgodnie z prawem państwa, którego jest obywatelem.

Zaletą tego wyboru jest w szczególności stabilność, ponieważ ewentualne zmiany miejsca pobytu nie podważą w takim wypadku uregulowania spadku. Należy spełnić kilka warunków:

-Wybór musi dotyczyć prawa obowiązującego w kraju pochodzenia osoby w momencie sporządzania testamentu lub w momencie śmierci.

-Analiza ważności testamentu jest dokonywana w świetle wybranego prawa.

Taki testament ma zastosowanie do każdego spadku testamentowego, jeżeli testament został zredagowany w ten sposób począwszy od dnia 16 sierpnia 2012 r. Już teraz można zatem wybrać mające zastosowanie prawo.

II - Brak testamentu określającego mające zastosowanie prawo

A) Otwarcie spadku przed dniem 17 sierpnia 2015 r.:

W przypadku spadków otwartych przed dniem 17 sierpnia 2015 r. właściwość prawa zależy od charakteru majątku:

- dziedziczenie ruchomości podlega zasadom określonym w prawie obowiązującym w miejscu pobytu zmarłego w dniu śmierci.
- dziedziczenie nieruchomości podlega zasadom określonym w prawie obowiązującym w miejscu ich położenia.

Uwaga:

- Jeżeli występuje negatywna kolizja przepisów prawnych, gdzie prawo każdego z zainteresowanych państw przewiduje właściwość prawa drugiego państwa, Francja uznaje właściwość swojego prawa w kwestii majątku ruchomego. Francja uznaje również właściwość swojego prawa w odniesieniu do nieruchomości, jeżeli będzie się to wiązać z jednolitym zastosowaniem przepisów dotyczących dziedziczenia rzeczy ruchomych i nieruchomości.
- Jeżeli występuje pozytywna kolizja przepisów prawnych, gdzie prawo każdego z zainteresowanych państw przewiduje swoją właściwość, Francja będzie stosować swoje prawo w odniesieniu do nieruchomości francuskich, a spadkobiercy przyjmą ustalenia co do pozostałego majątku.

B) Otwarcie spadku po dniu 17 sierpnia 2015 r.:

Spadki otwarte od dnia 17 sierpnia 2015 r. podlegają prawu obowiązującemu w miejscu zwykłego pobytu zmarłego w dniu śmierci, chyba że dokonał on wyboru prawa w testamencie (zob. powyżej).

Nowością są przede wszystkim jednolite zasady mające zastosowanie zarówno do majątku ruchomego, jak i do nieruchomości.

III - Europejskie poświadczenie spadkowe

Rozporządzenie europejskie nr 650/2012 z dnia 4 lipca 2012 r. przewiduje wprowadzenie „europejskiego poświadczenia spadkowego”, które pozwala na przykład spadkobiercom łatwiej dochodzić swoich praw w innym państwie członkowskim Unii Europejskiej lub wykonawcom testamentu swobodnie wykonywać swoje uprawnienia w innym państwie członkowskim Unii Europejskiej niż państwo, w którym sprawa spadkowa została rozstrzygnięta.

Poświadczenie będzie wydawane w celu wykorzystania go w innym państwie członkowskim Wspólnoty, a organ wydający poświadczenie powinien uwzględniać formalności wymagane do wpisania nieruchomości.

Osoby dokonujące płatności lub przekazujące majątek spadkowy osobie wymienionej w poświadczeniu jako uprawnionej do przyjęcia płatności lub majątku podlegają odpowiedniej ochronie, jeżeli działają w dobrej wierze, zakładając prawdziwość poświadczonych informacji.

Taką samą ochroną są objęte wszelkie osoby kupujące lub otrzymujące składnik majątku spadkowego od osoby wskazanej w poświadczeniu jako uprawnionej do dysponowania tym składnikiem.

***Streszczenie:** W niniejszej fiszce przedstawiono sposób postępowania notariusza francuskiego z testamentem zmarłego, bez względu na fakt, czy został on sporządzony w języku francuskim, polskim, czy też innym, a także bez względu na miejsce jego sporządzenia.*

Podczas otwarcia spadku notariusz odpowiedzialny za spadek musi sprawdzić, czy zmarły dokonał rozporządzenia w formie testamentu. W braku testamentu mamy do czynienia z dziedziczeniem ustawowym, tj. wyborem spadkobierców zgodnie z przepisami, które będą miały zastosowanie w zależności od prawa właściwego do rozstrzygania spraw spadkowych.

I - Jak sprawdzić, czy istnieje lub nie istnieje testament?

➤ Jeżeli testament jest sporządzony we Francji

należy udać się do notariusza zmarłego lub każdego innego notariusza, aby sprawdzić Centralny Rejestr Dyspozycji Ostatniej Woli (w departamencie Bouches du Rhône rejestr znajduje się w Venelles), należy również sprawdzić dokumenty zmarłego.

➤ Jeżeli testament został sporządzony zagranicą

istnieje możliwość wysłania zapytania do ARERT (drogą pocztową: Association du Réseau Européen des Registres Testamentaires (pl. Stowarzyszenie Europejskiej Sieci Rejestrów Testamentowych, ARERT), Rue de la Montagne 30-34, 1000 Bruxelles, Belgia, lub drogą elektroniczną contact@arert.eu), i podobnie jak we Francji należy skontaktować się z notariuszem zmarłego oraz sprawdzić jego osobiste dokumenty.

Poniżej omówiono: wykonanie testamentu we Francji (I), skutki testamentu (II) oraz zmiany wynikające z europejskiego rozporządzenia z lipca 2012 r. (III).

II - Wykonanie testamentu we Francji

Prawo francuskie uznaje kilka rodzajów testamentu:

-testament własnoręczny

-testament w formie aktu notarialnego

-testament tajny

-testament międzynarodowy

Jeżeli testament został sporządzony we Francji zasady niezbędne do jego zastosowania określa kodeks cywilny, a do każdego rodzaju testamentu stosuje się odmienny sposób postępowania. W zależności od sytuacji spadkowej zmarłego testament może mieć

zastosowanie całkowite lub częściowe. Na przykład w prawie francuskim, w przypadku, gdy zmarły zostawił zstępnych lub współmałżonka, istnieje udział obowiązkowy, który zabrania zmarłemu swobodnie rozporządzać całością swojego majątku.

We Francji najczęściej sporządza się testament własnoręczny oraz testament w formie aktu notarialnego. Jeżeli testament będzie częściowo wykonywany w Polsce, należy udać się z jego kopią do polskiego notariusza.

A) Wykonanie testamentu własnoręcznego:

Testament własnoręczny jest ważny, jeżeli został spisany ręką testatora, opatrzony datą i podpisem. Testator może zrehabilitować go sam, lecz zdecydowanie zaleca się korzystanie z usług notariusza, aby zapewnić ważność testamentu i uniknąć wszelkich nieścisłości w jego redakcji.

Podczas otwarcia spadku, jeżeli testament znajduje się we Francji, należy złożyć go u francuskiego notariusza zgodnie z art. 1007 kodeksu cywilnego. Przepis ten dotyczy wszystkich testamentów własnoręcznych odnalezionych we Francji bez względu na język, w jakim zostały sporządzone. Jeżeli testament jest sporządzony w języku polskim, musi zostać przetłumaczony, najlepiej przez tłumacza przysięgłego, aby uniknąć nieprawidłowej interpretacji.

Następnie testament:

- zostaje zdeponowany u notariusza,
- zarejestrowany w organach administracji podatkowej,
- złożony w kancelarii Sądu Wielkiej Instancji w miejscu śmierci zmarłego, zgodnie z art. 1009 kodeksu cywilnego,
- W zależności od przypadku zapisobierca ogólny powinien objąć spadek w posiadanie na mocy orzeczenia prezesa sądu francuskiego właściwego w miejscu otwarcia spadku.
- Zapisobiercy szczegółowi otrzymują zapisy od spadkobierców wyznaczonych ustawowo lub od zapisobiercy ogólnego.

B) Wykonanie testamentu w formie aktu notarialnego:

Testament w formie aktu notarialnego sporządza notariusz w obecności innego notariusza lub dwóch świadków. Taki testament jest pewniejszy niż testament własnoręczny, ponieważ notariusz zapewnia jego przechowanie oraz poświadcza, że jego treść jest niepodważalna. Jego wykonanie jest znacznie prostsze: nie należy deponować go u notariusza, nie należy składać go w kancelarii sądu, wystarczy tylko go zarejestrować.

C) Wykonanie testamentu tajnego:

Testament tajny jest bardzo rzadko spotykany. Jest to testament niejawni sporządzony w dwóch etapach. Najpierw redaguje go testator lub osoba trzecia. Następnie testator podpisuje testament (jeżeli nie umie lub nie może podpisać testamentu, należy odnotować to w dokumencie); w drugiej kolejności testator składa opieczętowany testament u notariusza, który sporządza akt przyjęcia w obecności dwóch świadków.

Podstawowe zalety tej formy testamentu to zapewnienie testatorowi bezpieczeństwa właściwego dla testamentów w formie aktu notarialnego, poufność testamentu własnoręcznego, a także swoboda, jeżeli chodzi o sposób redagowania.

Notariusz nie może jednak sprawdzić skuteczności prawnej takiego testamentu. To podstawowa wada tej formy testamentu.

Po śmierci testament tajny podlega takim samym formalnościom co testament własnoręczny, w tym formalności złożenia w kancelarii sądu zgodnie z art. 1007 kodeksu cywilnego i formalności rejestracji.

D) Wykonanie testamentu międzynarodowego:

Testament międzynarodowy jest uznawany we Francji na równi z innymi formami testamentów, a także we wszystkich pozostałych krajach, które przystąpiły lub przystąpią do konwencji waszyngtońskiej z dnia 26 października 1973 r.

Testator spisuje samodzielnie, zleca spisanie lub spisuje mechanicznie dokument, w którym składa oświadczenie woli w dowolnym języku.

W obecności dwóch świadków i notariusza (lub pracownika francuskiej placówki dyplomatycznej lub konsularnej, jeżeli testament sporządzają Francuzi przebywający zagranicą) testator oświadcza, że przedstawiony dokument jest jego testamentem, którego treść jest mu znana. Następnie podpisuje testament, o ile dokument nie został już podpisany, rozpoznaje i potwierdza swój podpis.

Następnie dokument podpisują notariusz i świadkowie. Notariusz opatruje testament datą i sporządza zaświadczenie, w którym stwierdza, że dochowane zostały wszelkie obowiązki wynikające z konwencji waszyngtońskiej.

Konwencja nie przewiduje obowiązkowych zasad przechowywania testamentu międzynarodowego. Testamenty międzynarodowe sporządzone we Francji mogą zostać wpisane do Centralnego Rejestru Dyspozycji Ostatniej Woli.

W momencie śmierci francuski notariusz postąpi z zagranicznym testamentem międzynarodowym tak samo jak z testamentem własnoręcznym lub tajnym. Zdeponuje go u siebie.

III - Skutki testamentu

Bez względu na formę testamentu jego wykonanie może być ograniczone prawem. W prawie francuskim nie można wydziedziczyć niektórych członków rodziny, których chroni udział obowiązkowy. Jeżeli zmarły zostawił dzieci lub współmałżonka, zgodnie z prawem francuskim spadek podlega limitom wynikającym z udziału obowiązkowego.

Jeżeli zmarły posiadał dzieci, mógł rozporządzać jedynie rozporządzalną częścią spadku, tj., w przypadku jednego dziecka, połową swojego majątku, a w przypadku dwojga dzieci – jedną trzecią swojego majątku, a w przypadku trojga lub więcej dzieci – jedną czwartą swojego majątku. Jeżeli testator zostawi współmałżonka, lecz nie zostawi dzieci, może rozporządzić jedynie jedną czwartą swojego majątku i nie może pozbawić współmałżonka niektórych praw, w tym prawa do dożywotniego korzystania z mieszkania.

IV - Skutki rozporządzenia europejskiego z dnia 4 lipca 2012 r.

Obecnie w przypadku spadku otwartego we Francji, bez względu na to, czy dziedziczenie jest testamentowe czy też nie, mające zastosowanie prawo będzie inne w zależności od tego, czy zmarły pozostawił majątek ruchomy czy nieruchomości. W przypadku majątku ruchomego sprawa spadkowa zostanie rozstrzygnięta zgodnie z prawem obowiązującym w miejscu zamieszkania zmarłego, a w przypadku nieruchomości – zgodnie z prawem obowiązującym w miejscu położenia nieruchomości.

Wadą tej zasady kolizji przepisów prawnych jest rozdrobnienie dziedziczenia nieruchomości, jeżeli zmarły posiadał nieruchomości w kilku krajach. Skutkiem tej zasady jest odmienne wykonanie testamentu w zależności od kraju, w którym położone są nieruchomości: we Francji wykonanie testamentu będzie ograniczone do zasady udziału obowiązkowego w przeciwieństwie do Polski, gdzie nie istnieje ona w takiej samej formie.

Aby zatem rozstrzygnąć kolizję przepisów prawnych, w rozporządzeniu europejskim z dnia 4 lipca 2012 r., które ma zastosowanie do wszystkich państw Unii, z wyjątkiem Zjednoczonego Królestwa, Danii i Irlandii, przewidziano, że od dnia 17 sierpnia 2015 r. cały spadek podlega jednemu prawu: prawu, które obowiązuje w ostatnim miejscu zwykłego pobytu zmarłego (chyba że zmarły był w sposób oczywisty bliżej związany z innym państwem niż państwo odpowiadające definicji ostatniego zwykłego pobytu). Ponadto, nie czekając na 2015 r., osoba, która chciała z wyprzedzeniem uregulować kwestie dziedziczenia po sobie, mogła już wcześniej zdecydować w drodze testamentu o zastąpieniu prawa obowiązującego w miejscu ostatniego pobytu prawem kraju swojego pochodzenia. Z tego względu warto udać się do notariusza, aby zredagować testament, w którym dokona się wyboru. Nawet jeżeli stanie się on skuteczny dopiero od 17 sierpnia 2015 r.

Streszczenie: W fiszce przedstawiono formalności, dokonywane przez notariusza odpowiedzialnego za sprawę spadkową.

Podczas rozstrzygania sprawy spadkowej notariusz francuski odpowiedzialny za tę sprawę musi sporządzić następujące czynności, tj.:

➤ **Systematycznie:**

- Akt poświadczenia dziedziczenia, który stanowi dowód występowania w charakterze spadkobiercy.
- Poświadczenie własności nieruchomości, jeżeli zmarły zostawił nieruchomości.
- Oświadczenie spadkowe (druki 2705, 2705 S, 2706), które należy złożyć w urzędzie skarbowym w miejscu zamieszkania zmarłego w ciągu 6 miesięcy od zgonu, jeżeli zmarły zmarł we Francji, lub w ciągu jednego roku, jeżeli zmarł poza Francją. Jeżeli jednak w momencie śmierci spadkobiercy nie byli znani, termin ten zaczyna biec od dnia, w którym spadkobiercy powzięli wiadomość o otwarciu spadku.

➤ **W zależności od przypadku:**

- zdeponowanie testamentu własnoręcznego u notariusza,
- sporządzenie inwentarza i zamknięcie inwentarza,
- oświadczenie o przyjęciu spadku, które często jest dołączane do jednego z aktów systemowych,
- rozliczenie spadku obejmujące dział spadku.

➤ **Wszystkie te czynności co do zasady nie zakładają interwencji sędziego. Jednakże można zwrócić się o taką interwencję w następujących przypadkach:**

- Spór w sprawie dziedziczenia z udziałem nowych nieznanych spadkobierców (lub przy braku pozostałych współspadkobierców), których ujawnienie następuje w ciągu 10 lat od śmierci, z wyjątkiem sytuacji, gdy spadkobierca ma zasadne powody, aby zignorować swoje prawo do dziedziczenia, do których należy w szczególności śmierć;
- Jeżeli spadkobierca nie wyrazi stanowiska w ciągu dwóch miesięcy od wezwania pismem pozasądowym, ponieważ domaga się dodatkowego terminu na zamknięcie inwentarza, lub przedstawi inne poważne i zasadne powody.
- W przypadku zatajenia
- Jeżeli jest jeden lub kilku spadkobierców pełnoletnich lecz pozostających pod opieką, a także jeżeli są spadkobiercy małoletni, którzy mogą przyjąć spadek wprost;

- Wszelkie przypadki zakwestionowania rozstrzygnięcia sprawy spadkowej (zwrot do masy spadkowej, pomniejszenie itp.)

Wszelkie akty sporządzone przez notariusza są aktami ważnymi, a nawet poważnymi pod względem konsekwencji majątkowych dla spadkobierców. Jednak mając na uwadze rozproszenie rodzin, coraz częściej zdarza się, że jeden ze spadkobierców nie może dotrzeć do kancelarii notariusza, aby podpisać akty i zgłasza chęć podpisania pełnomocnictwa.

➤ **Kwestia formy pełnomocnictwa: akt notarialny lub dokument nienotarialny?**

Nawet jeżeli forma aktu notarialnego jest obowiązkowa w rzadkich przypadkach, warto zadać sobie pytanie o świadomą zgodę takiego spadkobiercy. Tylko pełnomocnictwo w formie aktu notarialnego gwarantuje wolną i świadomą zgodę spadkobiercy.

Wydaje się, że w takim przypadku notariusz powinien koniecznie nałożyć na osobę, która nie może stawić się osobiście, obowiązek sporządzenia pełnomocnictwa w formie aktu notarialnego.

➤ **Przypadek spadkobiercy przebywającego w Polsce, który nie może udać się do Francji:**

Należałoby zlecić przetłumaczenie pełnomocnictwa w języku polskim tłumaczowi przysięgiemu. Spadkobierca będzie wówczas mógł podpisać pełnomocnictwo w formie aktu notarialnego u notariusza polskiego, który przekaze mu wszelkie istotne informacje na temat jego konsekwencji.

Wraz z rozporządzeniem europejskim w sprawie spadków międzynarodowych, które ma zastosowanie do spadków otwartych od dnia 17 sierpnia 2015 r. i nakłada na polskich i francuskich notariuszy obowiązek znajomości prawa spadkowego innego niż prawo krajowe, a zakres usług związanych z doradztwem może jedynie wzrosnąć. Stąd ogromna potrzeba sporządzania pełnomocnictw w formie aktu notarialnego kiedy tylko jest to możliwe, nie zaś tylko wtedy, gdy jest to konieczne.

Podpisane pełnomocnictwo w języku polskim wraz z jego tłumaczeniem na język francuski należy uwierzytelnić, co następuje w uproszczonej formie dopisku (konwencja haska z dnia 5 października 1961 r.).

Rozproszenie rodzin pod względem geograficznym i ponowne wchodzenie w związki małżeńskie może prowadzić do skomplikowanych niekiedy sytuacji, jeżeli chodzi o znajdowanie lub odnajdowanie spadkobierców. Coraz częściej notariusz, któremu powierzono sprawę spadkową, zwraca się do spadkobierców o potwierdzenie dziedziczenia lub zleca poszukiwanie genealogiczne ewentualnych innych spadkobierców.

Zlecenie poszukiwań genealogicznych jest dość częste we Francji.

W odpowiedzi ministerialnej nr 5614 dla Senatu z dnia 20 czerwca 2013 r. rząd francuski sprecyzował ostatnio:

« Nie przewiduje się taryfikacji wynagrodzenia za usługi **poszukiwań genealogicznych** na potrzeby spraw spadkowych, ani objęcia takich usług specjalną regulacją zawodową. Minister sprawiedliwości przypominała bowiem, że „co do kosztów usługi, Trybunał Kasacyjny uważa, że sąd może obniżyć

honorarium za **poszukiwania genealogiczne** na potrzeby spraw spadkowych, jeżeli okażą się one przesadzone w świetle świadczonych usług. Zawód **genealoga** w sprawach spadkowych wpisuje się ponadto w strukturę kilku organów, które przeprowadziły działania samoregulacyjne skutkujące wprowadzeniem kart zawodowych określających kodeks postępowania dla przedstawicieli tego zawodu. Zatem nie ma potrzeby aby specjalistyczne firmy posiadały specjalny status zawodowy, ponieważ ich działalność podlega ścisłym zasadom gwarantującym właściwą równowagę między stronami umowy oraz ochronę konsumentów ».

W Polsce korzystanie z usług genealoga jest bardzo rzadkie. Usługi te są tam słabo dostępne.

Równolegle do ustalenia dziedziczenia notariusz musi sporządzić akta dziedziczenia. Nawet jeżeli ma możliwość przeprowadzenia pewnych poszukiwań na własną rękę, aby odtworzyć zarówno majątek spadkowy, jak i długi spadkowe zmarłego, może, w przypadku głównych składników majątku (nieruchomości i rachunki bankowe) we Francji oraz za granicą, opierać się jedynie na wskazówkach i informacjach spadkobierców.

PARTIE II : LES SUCCESSIONS EN POLOGNE

- a) le rôle du notaire dans le droit des successions
- b) loi applicable à la succession d'un français qui, au moment du décès, avait son domicile ou sa résidence habituelle en Pologne
- c) le règlement d'une succession selon la loi polonaise
- d) le certificat successoral
- e) formalités liées au règlement de la succession

Nous présentons les actes réalisés par les notaires polonais dans les affaires liées au règlement des successions. Nous traiterons notamment de la procédure d'établissement du certificat successoral/certificat de notoriété.

Le notaire, en tant qu'officier public, remplit un rôle important lors du règlement des successions en Pologne. Les actes pour lesquels la forme notariée a été prévue sont énumérés dans le livre IV du Code civil.

Dans les affaires de succession, les notaires effectuent les actes suivants :

- **l'établissement d'un testament notarié**
Un testament établi sous forme d'acte notarié possède la valeur d'un acte authentique. Il est réputé assurer la conformité des dispositions testamentaires à la volonté réelle du testateur et à la loi. Les règles de son établissement, de la conservation de l'original et de son enregistrement protègent ce testament d'une ingérence indésirable de tiers.
- **l'établissement d'une déclaration relative à l'acceptation ou la renonciation à la succession**
Dans les six mois à compter du jour où il a pris connaissance de sa vocation successorale, l'héritier peut déclarer par-devant notaire accepter ou renoncer à la succession.
En ce qui concerne les successions ouvertes avant le 18 octobre 2015, à défaut d'une telle déclaration dans ce délai de six mois, l'héritier est réputé accepter la succession purement et simplement, et pour ce qui est des successions ouvertes à partir du 18 octobre 2015, à défaut d'une telle déclaration dans ce délai, l'héritier est réputé accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.
- **l'ouverture et la publication du testament**
Le notaire effectue l'ouverture et la publication du testament à l'égard des personnes intéressées, les informant de l'existence du testament et de son contenu.
- **l'établissement du certificat successoral**
Voir la fiche n° 4
- **la délivrance d'un certificat à l'exécuteur testamentaire**
Si le testateur a nommé un exécuteur testamentaire, après l'ouverture du testament, le notaire délivrera à cet exécuteur le certificat adéquat.
- **l'établissement du contrat de renonciation à la succession et du contrat d'annulation de la renonciation à la succession**
Il est possible de renoncer à la succession par un contrat conclu sous forme d'acte notarié entre le testateur et son héritier légal. La renonciation s'étend aussi sur les descendants (à savoir les enfants, petits-enfants,

arrière-petits-enfants, etc.) du renonçant, à moins que les parties en aient décidé autrement. Il est possible de conclure un contrat d'annulation de la renonciation, également sous forme d'acte notarié.

- **l'établissement d'un contrat obligeant à céder la succession et d'un contrat transférant la succession**

Après avoir accepté la succession, il est possible, en respectant la forme notariée, de céder la succession ou une quote-part de celle-ci. La cession d'un bien faisant partie de la succession sera soumise aux règles générales, la cession d'une quote-part d'un bien faisant partie de la succession pourra se faire après l'obtention de l'accord des autres héritiers.

- **l'établissement d'un contrat de partage de la succession**

Si un bien immobilier ou un droit coopératif de propriété d'un local font partie de la succession, le partage de la succession exigera la forme d'un acte notarié. Le partage contractuel peut porter sur toute la succession ou une partie de celle-ci.

FICHE II – Loi applicable à la succession d'un Français qui, au moment du décès, avait son domicile ou sa résidence habituelle en Pologne.

Nous présentons les règles en matière de succession applicables à un ressortissant français résidant en Pologne et les démarches indispensables au règlement de sa succession. Il ne faut pas oublier que si le ressortissant français possède aussi la nationalité polonaise, conformément à l'art. 2, al. 1 de la loi polonaise « Droit international privé », les autorités polonaises le traiteront comme un ressortissant polonais.

Pour ce qui est des relations entre la France et la Pologne en matière de successions, le 17 août 2015 est entré en vigueur le Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen. En règle générale, la seule loi applicable à la succession du défunt est la loi de l'Etat de sa résidence habituelle au moment du décès. Le testateur peut également choisir sa loi nationale comme loi applicable à sa succession. Un ressortissant français résidant en Pologne peut choisir la loi française comme loi applicable à sa succession. La procédure permettant de constater le droit d'être appelé à la succession est la même dans le cas de la succession d'un ressortissant étranger et d'un ressortissant polonais (voir la fiche n° 3).

Selon la loi polonaise « Droit international privé », les successions des personnes décédées avant le 17 août 2015 étaient régies par les règles de conflit de lois suivantes. Le choix de la loi applicable à la succession se faisait selon les dispositions polonaises relatives aux conflits de lois. Avant le 17 août 2015, la Pologne et la France n'étaient pas liées par une convention déterminant les règles de choix de la loi applicable en matière de successions.

Si le testateur était un ressortissant français résidant en Pologne:

a) à la lumière de la loi polonaise, il pouvait établir un testament dans lequel il pouvait soumettre la succession :

- à sa loi nationale – à savoir la loi française,
- à la loi applicable en fonction de son domicile,
- à la loi applicable en fonction de sa résidence habituelle,

au moment du choix de la loi ou au moment de son décès (art. 64 de la loi « Droit international privé »).

Il ne faut pas oublier que dans cette situation, le choix de la loi applicable à la succession effectué en Pologne n'est pas valable en France. Il ne faut pas non plus oublier qu'avant le 16 mai 2011, la loi polonaise ne prévoyait pas la possibilité de choisir la loi applicable à la succession.

b) à défaut du choix de la loi applicable à la succession, c'est la loi nationale du défunt au moment de son décès qui s'applique – à savoir la loi française ;

Dans cette situation, lors de la détermination de la loi applicable à la succession, il fallait également prendre en compte les biens de la succession.

Si la succession se composait de biens immobiliers situés en Pologne et en France, deux procédures en matière de succession devraient être engagées – l'une en France, conformément à la loi française, l'autre en Pologne, conformément à la loi polonaise. C'est une conséquence des règles en matière de conflits de lois et de compétence qui étaient en vigueur avant le 17 août 2015. A la différence de la France, selon les règles de conflit de lois polonaises, toute la succession était alors soumise à une seule loi. Le fait que des biens immobiliers situés dans des pays différents appartiennent à la succession n'influe pas sur la loi applicable. En France, on considérait traditionnellement que, dans ce cas, la succession de chaque bien était régie par la loi de l'Etat où il était situé. En revanche, la succession des biens mobiliers était régie par la loi de l'Etat où le défunt avait son domicile. Par conséquent, selon la règle de conflit de lois polonaise alors en vigueur, la loi applicable à la succession d'un ressortissant français, propriétaire de biens immobiliers situés en Pologne, c'était en règle générale la loi française. Toutefois, dans le cas du choix de la loi applicable selon les dispositions de la loi polonaise « Droit international privé », nous appliquons le renvoi et vérifions la teneur des dispositions relatives aux conflits de lois dans la loi choisie (en l'occurrence, française), et ces dispositions indiquent comme loi applicable à la succession des biens immobiliers la loi de l'Etat où est situé le bien immobilier, à savoir la loi polonaise. En revanche, si des biens immobiliers situés en France faisaient également partie de sa succession, il va de soi que, pour la même raison, la loi applicable à cette partie de la succession, ce serait la loi française.

Quant aux biens mobiliers appartenant à la succession, selon la loi française, y sera applicable la loi de l'Etat où le défunt avait son domicile, et selon la loi polonaise, la loi choisie, et à défaut de choix, en l'occurrence, la loi polonaise.

Dans les relations entre la France et la Pologne, dans le cas des successions ouvertes avant le 17 août 2015, les décisions en matière de loi applicable ne sont pas homogènes en raison de l'absence d'une règle de conflit de lois commune.

Les actions concernant la succession, la réserve successorale, un legs, un ordre ou d'autres dispositions testamentaires doivent être portées uniquement devant le tribunal de la dernière résidence habituelle du défunt, et dans le cas où il serait impossible de déterminer sa résidence habituelle en Pologne, devant le tribunal du lieu où se trouvent les biens de la succession ou une partie de ceux-ci.

Dans les affaires de succession faisant l'objet de procédures non-contentieuses qui **ne relèvent pas** de la compétence des tribunaux polonais, ceux-ci prononcent d'office des mesures conservatoires et procèdent à l'ouverture et à la publication du testament. Dans ce cas, le tribunal en avise le consul compétent qui peut participer à la procédure. Conformément à l'art. 1139 §1 du Code de procédure civile polonais, le tribunal prononce d'office des mesures conservatoires à l'égard des biens de la succession, procède à l'ouverture et à la publication du testament établi par un étranger et en informe le consul compétent qui peut prendre part à la procédure. Qui plus est, conformément à l'art. 1139 §2 du Code de procédure civile polonais, on délivre aux autorités de l'Etat dont le défunt était le ressortissant, si elles en font la demande, une copie du testament et le procès-verbal d'ouverture et de publication du testament ;

l'original peut leur être délivré si on ne prévoit pas d'autres actes officiels en Pologne.

Impôts. Il ne faut pas oublier que conformément à la loi polonaise sur les droits de succession et de donation, l'acquisition par succession de la propriété de biens se trouvant à l'étranger ou de droits patrimoniaux qui sont exercés à l'étranger est soumise à un impôt, si, au moment de l'ouverture de la succession, l'acquéreur était un ressortissant polonais ou avait sa résidence habituelle sur le territoire polonais. Est également soumise à l'impôt l'acquisition par succession par des personnes physiques de la propriété de biens se trouvant sur le territoire polonais ou de droits patrimoniaux qui sont exercés sur ce territoire. Toutefois, l'acquisition par succession de la propriété de biens mobiliers se trouvant sur le territoire polonais ou de droits patrimoniaux qui sont exercés sur ce territoire est soumise à l'impôt si, le jour de l'acquisition, l'acquéreur, le défunt ou le donateur étaient des ressortissants polonais ou avaient leur résidence habituelle ou leur siège sur le territoire polonais.

Loi polonaise « Droit international privé » du 4 février 2011

Code de procédure civile polonais – loi du 17 novembre 1964

Loi polonaise sur les droits de succession et de donation du 28 juillet 1983

Fiche III – Le règlement d’une succession selon la loi polonaise

Nous présentons en détail les actes liés aux successions testamentaires.

Recherche d’un testament : A partir du 5 octobre 2011, le Conseil national des notaires (pol. *Krajowa Rada Notarialna*) tient le registre des testaments NORT. L’inscription du testament au registre est facultative et dépend de la volonté du testateur. Les personnes intéressées peuvent s’adresser au notaire pour qu’il vérifie si le testament du défunt a été enregistré dans NORT. NORT est relié au réseau européen ARERT.

Si le défunt a laissé un testament, le règlement de la succession comprendra notamment l’ouverture et la publication du testament.

Aussi bien en cas de succession légale que testamentaire, il faut déclarer accepter ou renoncer à la succession, les possibilités étant les suivantes :

- accepter purement et simplement – avec l’entière responsabilité pour les dettes successorales,
- accepter sous bénéfice d’inventaire – avec une responsabilité limitée pour les dettes successorales,
- renoncer – l’héritier qui a renoncé à la succession, en est exclu, comme s’il était décédé avant l’ouverture de la succession,
- ces déclarations pouvant être faites par-devant notaire ou devant un tribunal.

Dans les six mois à compter du jour où il a pris connaissance de sa vocation successorale, l’héritier peut déclarer accepter ou renoncer à la succession.

Si l’un des héritiers a accepté la succession sous bénéfice d’inventaire, les héritiers qui n’ont fait aucune déclaration dans le délai indiqué sont réputés avoir accepté la succession sous bénéfice d’inventaire.

En ce qui concerne les successions ouvertes avant le 18 octobre 2015, à défaut d’une telle déclaration dans le délai indiqué, l’héritier est réputé accepter la succession purement et simplement, et pour ce qui est des successions ouvertes à compter du 18 octobre 2015, à défaut d’une telle déclaration dans ce délai, l’héritier est réputé accepter la succession sous bénéfice d’inventaire.

Les héritiers légaux doivent indiquer si un contrat de renonciation à la succession a été conclu entre le testateur et son héritier légal (art. 1048 du Code civil polonais).

Un tel contrat est conclu entre le testateur et son héritier légal et s’étend également aux descendants de l’héritier légal, à moins que les parties en aient décidé autrement, et il doit revêtir la forme d’un acte notarié. Ce contrat peut être annulé par un autre contrat conclu entre celui qui a renoncé à la succession et celui dont la succession est concernée par cette renonciation. Ce contrat devrait également être conclu sous la forme d’un acte notarié.

Le renonçant et ses descendants concernés par la renonciation sont exclus de la succession comme s’ils étaient décédés avant l’ouverture de la succession.

L'ouverture et la publication du testament par le notaire peuvent constituer un acte notarial autonome ou bien un acte notarial, également autonome, précédant l'établissement du procès-verbal de succession et, ensuite, du certificat successoral.

Conformément à l'art. 649 § 1 du Code de procédure civile polonais, le tribunal ou le notaire ouvre et publie le testament lorsqu'il est en possession de la preuve du décès du défunt.

Constituent une preuve du décès du défunt :

- un extrait d'acte de décès,
- une déclaration judiciaire de décès,
- une décision de justice définitive constatant le décès.

Au cas où le testament aurait été déposé chez un notaire, celui-ci est chargé de son ouverture et de sa publication, à moins que l'ouverture et la publication du testament aient déjà eu lieu.

Pour que puisse être ouvert et publié un testament olographe, il est impératif de déposer l'original du testament, tandis que dans le cas d'un testament notarié, une copie suffira.

La date et le lieu d'ouverture et de publication du testament ne sont pas notifiés aux personnes intéressées, cependant celles-ci peuvent être présentes lors de l'accomplissement de cet acte et leurs données personnelles sont alors mentionnées dans le procès-verbal d'ouverture et de publication du testament.

Au cas où le procès-verbal d'ouverture et de publication du testament serait dressé avant l'établissement du certificat successoral, il est conseillé que soient présents tous les héritiers légaux et toutes les personnes concernées par les dispositions testamentaires.

L'ouverture et la publication du testament ont pour but de constater officiellement l'existence du testament et son état, notamment, afin de le préserver d'une détérioration ou altération, et de communiquer son contenu aux intéressés. Dans un premier temps, le notaire vérifie si le document produit possède les caractéristiques d'un testament, et à cet effet, il en donne lecture et décrit son état extérieur. Le notaire examine le testament uniquement du point de vue de sa forme. La nullité du testament n'empêche pas son ouverture ni sa publication. Cette règle ne s'applique toutefois pas aux documents qui, de manière évidente, ne sont pas des testaments.

Les conditions de validité du testament olographe et du testament allographe sont définies dans le Code civil polonais.

Le procès-verbal doit mentionner la date d'établissement du testament, la date de son dépôt et la personne qui l'a déposé. Sur l'original ou la copie du testament sous forme d'acte notarié, le notaire mentionne l'ouverture et la publication du testament ainsi que la date, et signe. Un testament ouvert et publié est joint à l'original de l'acte notarié constituant le procès-verbal d'ouverture et de publication du testament. Le notaire garde les originaux des actes notariés pendant 10 ans et ensuite il les transfère aux archives du tribunal. Si le testament est établi dans une langue étrangère, son ouverture et sa publication exigent une traduction assermentée en polonais. Si plusieurs testaments d'un seul défunt ont été déposés, on procède à l'ouverture et à la

publication de tous ces testaments, en faisant sur chacun d'eux une mention constatant l'existence des autres testaments.

L'ouverture et la publication du testament sont notifiées par le notaire, dans la mesure du possible, aux personnes concernées par les dispositions testamentaires, ainsi que à l'exécuteur du testament et au curateur de la succession.

Le notaire envoie sans délai une copie du procès-verbal d'ouverture et de publication du testament au tribunal compétent pour la succession (il s'agit, le plus souvent, du tribunal compétent en raison du dernier domicile du défunt). En outre, le testament avec le procès-verbal de son ouverture et de sa publication est conservé au tribunal compétent pour la succession, à moins qu'il ait été déposé chez le notaire. A la demande du tribunal compétent pour la succession, le notaire est tenu d'envoyer le testament à ce tribunal.

Le notaire délivre à la personne désignée comme exécuteur du testament, à sa demande, un certificat qui mentionne le prénom, le nom, le dernier domicile, la date et le lieu du décès du défunt, ainsi que le prénom, le nom et le domicile de l'exécuteur du testament, en mentionnant que la personne en question a été désignée comme exécuteur du testament, et envoie au tribunal compétent pour la succession une copie de ce certificat.

Une fois les démarches ci-dessus effectuées, il est possible de procéder à l'établissement du certificat successoral par voie judiciaire ou notariale.

Code civil polonais – loi du 23 avril 1964

Fiche IV- Le certificat successoral

Le certificat successoral notarié a été introduit en 2008. Actuellement, le notaire peut établir le certificat successoral si l'affaire relève de la compétence d'un tribunal polonais. Les notaires peuvent établir des certificats successoraux si le défunt est décédé après le 30 juin 1984. Il en va ainsi car le notaire peut établir le certificat successoral concernant une personne à laquelle a été attribué le numéro d'identification PESEL. Le notaire peut établir ce certificat en se basant sur la loi ou sur un testament, à l'exception des testaments spéciaux (testament oral, testament établi lors d'un voyage, testament militaire). La procédure notariale qui permet de constater le droit d'être appelé à la succession comprend l'ouverture et la publication du testament, l'établissement du procès-verbal de succession, l'établissement du certificat successoral et son enregistrement au registre des certificats successoraux tenu par le Conseil national des notaires. A partir du 8 septembre 2016, le registre des certificats successoraux sera remplacé par le registre des successions [pol. *Rejestr Spadkowy*]. La procédure d'ouverture et de publication du testament est présentée dans la fiche n° 3.

Le notaire établit les faits, détermine la norme juridique correspondante et, par conséquent, détermine les héritiers et leurs quotes-parts. La tâche du notaire dans cette procédure consiste à identifier les héritiers et leurs quotes-parts. Avant que le notaire n'établisse le procès-verbal de succession, il faut lui présenter les documents requis, surtout les actes d'état civil qui servent à déterminer les liens de parenté entre le défunt et les personnes intéressées. L'établissement du procès-verbal de succession doit se faire en présence de tous les héritiers légaux et testamentaires, et le certificat successoral peut être établi à condition que toutes les personnes concernées, en tant qu'héritiers légaux ou testamentaires, en fassent la demande. Il est également possible d'établir le certificat successoral selon le mode successif, ce qui signifie que les personnes intéressées font les déclarations requises devant des notaires différents ou même devant le consul polonais, quand elles sont à l'étranger, à différents moments, sur le fondement d'un projet du procès-verbal de succession établi par le notaire. Après que les déclarations requises ont été faites par tous les intéressés, le notaire établit le certificat successoral, s'il n'a pas de doutes quant aux circonstances constatées. Le notaire peut refuser d'établir le certificat successoral p.ex. lorsqu'il a des doutes quant à la qualité d'héritier d'une personne, au montant de sa quote-part ou à la compétence d'un tribunal polonais dans l'affaire de succession en question.

Les copies de l'acte notarié sont délivrées aux parties, aux personnes dont le droit d'obtenir une copie a été mentionné dans l'acte et à leurs ayants cause. Une copie d'un certificat successoral enregistré peut également être délivrée à une personne qui a prouvé qu'elle y avait un intérêt légitime. Dans les cas prévus par la loi, le notaire envoie aux tribunaux et à d'autres autorités une information écrite sur les documents établis et des copies de ces documents et, en vertu de dispositions spéciales, il est tenu d'informer le tribunal compétent pour tenir le registre foncier de tout changement de propriétaire d'un bien immobilier.

En Pologne, les notaires n'informent pas le fisc de l'entrée en possession d'un héritage par les personnes concernées par les certificats successoraux qu'ils ont établis. Les héritiers déposent les déclarations adéquates personnellement ou par l'intermédiaire de leur mandataire.

Fiche V – Formalités liées au règlement de la succession

Nous présentons les procédures relatives à la constatation du droit d'être appelé à la succession.

Les formalités liées au règlement de la succession varient selon qu'il s'agit d'une procédure judiciaire, régie par les dispositions du Code de procédure civile polonais, ou notariale, régie par les dispositions du Droit du notariat polonais. En droit polonais, jusqu'en 2008, la procédure relative à la constatation de l'entrée en possession de l'héritage pouvait se dérouler uniquement devant le tribunal compétent. Depuis le 2 octobre 2008, il existe la possibilité d'obtenir un certificat successoral établi par le notaire.

Un notaire polonais peut établir un certificat successoral, et un tribunal polonais peut rendre une décision constatant l'entrée en possession de l'héritage, si l'affaire de succession en question relève de la compétence d'un tribunal polonais.

Comme il existe deux possibilités d'obtenir la confirmation de la qualité d'héritier, les informations ci-dessous concerneront :

1. les procurations
2. les traductions
3. l'obligation d'obtenir l'apostille
4. les compétences en matière d'interprétation des dispositions légales (certificat de coutume)
5. l'identification des participants à la procédure (participation d'un généalogiste).

1. Toutes les personnes qui peuvent être prises en compte en tant qu'héritiers légaux ou testamentaires, ainsi que les autres personnes en faveur desquelles le défunt a fait des legs ou des legs particuliers, doivent être présentes lors d'actes liés à la délivrance du **certificat successoral**, surtout lors de l'établissement du procès-verbal de succession. La présence de ces personnes est obligatoire, par conséquent, la constitution d'un mandataire autorisé à accomplir les actes liés à l'établissement du procès-verbal de succession et du certificat successoral n'est pas possible. Il est également possible d'établir le certificat successoral selon le mode successif, ce qui signifie que les personnes intéressées font les déclarations requises devant des notaires différents, à différents moments, sur le fondement d'un projet du procès-verbal de succession établi par le notaire. Après que les déclarations requises ont été faites par tous les intéressés, le notaire établit le certificat successoral.

S'agissant de la **procédure judiciaire** de constatation de l'entrée en possession de l'héritage, y participent toutes les personnes qui peuvent être prises en compte en tant qu'héritiers légaux ou testamentaires, ainsi que les autres personnes en faveur desquelles le défunt a fait des legs ou des legs particuliers. La date et le lieu (déterminés en fonction de la compétence territoriale du tribunal) de l'audience sont fixés par le tribunal qui y convoque tous les participants. Bien que la comparution dans l'affaire soit obligatoire, la non-comparution de la partie qui a été valablement

informée de la date, du lieu et du contenu de la demande, ne suspend pas, en principe, la procédure. La question des procurations se présente aussi différemment. Peut-être mandataire de la partie un avocat, un conseil juridique, les parents de celle-ci, son conjoint, ses frères et sœurs, ses descendants et les personnes unies avec la partie par le lien d'adoption. En règle générale, la procuration doit être établie par écrit et aucune légalisation n'est exigée. Le tribunal peut cependant, en cas de doute, demander la légalisation de la signature de la partie.

2. Tous les **actes notariaux** sont réalisés en langue polonaise. Dans le cas où l'intervenant à l'acte est une personne ne connaissant pas la langue polonaise, l'acte est accompagné de sa traduction en une autre langue, connue de cette personne, ou bien le notaire peut traduire ce document lui-même ou avec l'aide d'un traducteur. Cependant, au cas où le notaire ferait appel à sa propre connaissance de la langue étrangère, il doit avoir reçu l'agrément en tant que traducteur assermenté. Si des documents en langue étrangère sont annexés, ils doivent être traduits par un traducteur assermenté.

Dans la **procédure judiciaire**, lorsque le participant est une personne ne connaissant pas la langue polonaise, la participation d'un traducteur assermenté est requise. De même, si des documents en langue étrangère sont joints, ils doivent être traduits par un traducteur assermenté.

3. En ce qui concerne les documents étrangers auxquels ne s'applique pas le Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, on peut rencontrer l'exigence de les revêtir d'une apostille conformément à la convention de La Haye du 5 octobre 1961, entrée en vigueur en Pologne le 14 août 2005. Dans les cas auxquels la convention de La Haye ne s'applique pas, on peut s'attendre à la nécessité d'obtenir l'apostille dans un consulat polonais.

4. Selon le droit polonais, les notaires n'émettent pas d'avis juridiques concernant le contenu des dispositions légales polonaises pour les besoins des notaires étrangers (certificat de coutume).

5. La loi polonaise ne prévoit pas la participation d'un généalogiste à la procédure en matière de succession (ni judiciaire, ni notariée). La procédure judiciaire prévoit la possibilité d'appeler les héritiers par le biais de la publication d'un avis. Un tel avis devrait être inséré dans un journal d'une portée nationale et communiqué dans le lieu du dernier domicile du défunt sur ce territoire, avec toutes les formalités localement requises. La décision constatant l'entrée en possession de l'héritage peut être rendue à l'issue de six mois à compter de la date de cet avis, au cours d'une audience convoquée à cet effet par le tribunal.

L'ETRANGER EN TANT QUE PARTICIPANT A LA PROCEDURE

Rien n'empêche un étranger de participer à l'acte notarial en tant qu'héritier ou légataire particulier ou autre participant à la procédure.

L'étranger doit produire son passeport ou un autre document constatant son identité (carte d'identité, carte de séjour).

Code de procédure civile polonais – loi du 17 novembre 1964

Droit du notariat polonais – loi du 14 février 1991

PARTIE II : LES SUCCESSIONS EN POLOGNE

Section 2 : en langue polonaise

- a) le rôle du notaire dans le droit des successions
- b) loi applicable à la succession d'un français qui, au moment du décès, avait son domicile ou sa résidence habituelle en Pologne
- c) le règlement d'une succession selon la loi polonaise
- d) le certificat successoral
- e) formalités liées au règlement de la succession

FISZKA I – ROLA NOTARIUSZA W POLSKIM PRAWIE SPADKOWYM

Przedstawiamy czynności dokonywane przez polskich notariuszy w sprawach związanych z dziedziczeniem. W szczególności omawia się procedurę sporządzenia notarialnego poświadczenia dziedziczenia.

Notariusz jako osoba zaufania publicznego pełni ważną rolę w załatwianiu spraw spadkowych w Polsce. Katalog czynności notarialnych, dla których przewidziano formę notarialną, wynika z treści księgi czwartej Kodeksu cywilnego.

W sprawach spadkowych notariusze dokonują następujących czynności:

- **sporządzenie testamentu notarialnego**

Testament w formie aktu notarialnego posiada moc dokumentu urzędowego. Uważany jest za zapewniający w wysokim stopniu zgodność treści rozrządzeń z rzeczywistą wolą testatora, jak i zgodność z prawem. Wymogi dotyczące jego sporządzania, przechowywania oryginału i rejestracji chronią taki testament przed niepożądaną ingerencją osób trzecich.

- **sporządzenie oświadczenia o przyjęciu lub odrzuceniu spadku**

- Spadkobierca w ciągu sześciu miesięcy od dnia, w którym dowiedział się o tytule swego powołania do spadku, może złożyć przed notariuszem oświadczenie o przyjęciu lub odrzuceniu spadku.
- W przypadku spadków otwartych przed 18 października 2015 roku brak oświadczenia spadkobiercy w tym sześciomiesięcznym terminie jest jednoznaczny z przyjęciem spadku wprost, a w przypadku spadków otwartych po 18 października 2015 r. brak oświadczenia spadkobiercy w tym terminie jest jednoznaczny z przyjęciem spadku z dobrodziejstwem inwentarza.

- **otwarcie i ogłoszenie testamentu**

Notariusz dokonuje czynności otwarcia i ogłoszenia testamentu wobec zainteresowanych osób, informując je o istnieniu testamentu oraz o treści testamentu.

- **sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia**

na ten temat fiszka nr 4

- **wydanie zaświadczenia wykonawcy testamentu**

Jeżeli spadkodawca powołał wykonawcę testamentu, wówczas po otwarciu testamentu notariusz wystawia wykonawcy testamentu stosowne zaświadczenie.

- **sporządzenie umowy zrzeczenia dziedziczenia i umowy o uchyleniu zrzeczenia dziedziczenia**

Zrzeczenie się dziedziczenia możliwe jest w umowie zawartej w formie aktu notarialnego między spadkodawcą a spadkobiercą ustawowym. Zrzeczenie się obejmuje również zstępnych (to jest dzieci, wnuki, prawnuki...) zrzekającego się, chyba że umówiono inaczej. Możliwe jest zawarcie umowy o uchyleniu zrzeczenia zawartej również w formie aktu notarialnego.

- **sporządzenie umowy zobowiązującej do zbycia spadku i umowy przenoszącej spadek**

Po przyjęciu spadku możliwe jest, przy zachowaniu formy notarialnej, zbycie spadku albo udziału w spadku. Zbycie przedmiotu należącego do spadku podlegać będzie zasadom ogólnym, zbycie zaś udziału w przedmiocie należącym do spadku po uzyskaniu zgody pozostałych spadkobierców.

- **sporządzenie umowy o dział spadku**

Jeśli w skład spadku wchodzi nieruchomość lub spółdzielcze własnościowe prawo do lokalu, dla działu spadku wymagana będzie forma aktu notarialnego. Dział umowy może objąć cały spadek lub część spadku.

**FISZKA II – PRAWO WŁAŚCIWE DLA DZIEDZICZENIA PO FRANCUZIE,
KTÓRY W CHWILI ŚMIERCI MIAŁ MIEJSCE ZAMIESZKANIA BĄDŹ
MIEJSCE ZWYKŁEGO POBYTU W POLSCE**

Przedstawiamy zasady postępowania spadkowego po obywatelu francuskim mieszkającym w Polsce oraz czynności niezbędne dla uregulowania spadku. Należy pamiętać, że jeżeli obywatel francuski posiada również obywatelstwo polskie, to zgodnie z art. 2 ust. 1 polskiej ustawy prawo prywatne międzynarodowe przez polskie organy będzie traktowany jako obywatel polski.

W obrocie prawnym między Polską a Francją co do dziedziczenia po zmarłych od 17 sierpnia 2015 roku obowiązuje rozporządzenie Parlamentu Europejskiego i Rady (UE) Nr 650/2012 w sprawie jurysdykcji, prawa właściwego, uznawania i wykonywania orzeczeń, przyjmowania i wykonywania dokumentów urzędowych dotyczących dziedziczenia oraz w sprawie ustanowienia europejskiego poświadczenia spadkowego. Zasadniczo jednym prawem właściwym dla sprawy spadkowej po zmarłym jest prawo kraju jego zwykłego pobytu z chwili śmierci. Spadkodawca może także dokonać wyboru prawa ojczystego jako właściwego dla sprawy spadkowej. Obywatel francuski mieszkający w Polsce może wybrać prawo francuskie jako prawo właściwe dla dziedziczenia po nim. Procedura stwierdzania praw do spadku po cudzoziemcu nie różni się od procedury stwierdzania praw do spadku po Polaku (patrz fiszka nr 3).

Z punktu widzenia polskiej ustawy prawo prywatne międzynarodowe dziedziczenie po zmarłych przed 17 sierpnia 2015 roku odbywało się według następujących reguł kolizyjnych. Ustalenie prawa właściwego dla sprawy spadkowej nastąpiło według polskich przepisów kolizyjnych. Polska i Francja nie były przed dniem 17 sierpnia 2015 roku związane umową określającą zasady ustalania prawa właściwego dla dziedziczenia.

Spadkodawca – obywatel francuski mieszkający w Polsce:

a) w świetle prawa polskiego mógł sporządzić testament, w którym mógł poddać dziedziczenie:

- swojemu prawu ojczystemu – tj. prawu francuskiemu,
- prawu miejsca zamieszkania,
- prawu miejsca swojego zwykłego pobytu z chwili dokonania wyboru prawa lub z chwili swojej śmierci (art. 64 PPM).

Należy pamiętać, że w opisanej sytuacji wybór prawa dla sprawy spadkowej dokonany w Polsce jest nieważny we Francji. Należy pamiętać, że przed 16 maja 2011 roku wybór prawa do sprawy spadkowej w prawie polskim był niedopuszczalny.

b) w braku wyboru prawa w sprawie spadkowej właściwe jest prawo ojczyste spadkodawcy z chwili jego śmierci, czyli prawo francuskie.

W opisanej sytuacji przy ustalaniu prawa właściwego dla sprawy spadkowej należało wziąć pod uwagę także składniki majątku spadkowego. I tak, jeżeli w skład spadku wchodziły nieruchomości położone w Polsce oraz we Francji,

potrzebne będą dwa postępowania spadkowe – jedno we Francji zgodnie z prawem francuskim, drugie w Polsce zgodnie z prawem polskim.

Jest to konsekwencją stosowanych przed 17 sierpnia 2015 roku reguł kolizyjnych oraz jurysdykcyjnych. Odmienne niż we Francji polskie prawo kolizyjne przyjmowało wówczas zasadę, że cała sprawa spadkowa podlega jednemu prawu. To znaczy, że okoliczność wejścia do spadku nieruchomości położonych w różnych krajach nie ma znaczenia dla tego, jakie prawo rządzi dziedziczeniem. We Francji tradycyjnie przyjmowano, że w takim przypadku dziedziczenie poszczególnych nieruchomości odbywa się według zasad obowiązujących w poszczególnych krajach, w których zlokalizowane są te nieruchomości wchodzące do spadku. Natomiast ruchomości dziedziczone są według prawa państwa, w którym zmarły miał miejsce zamieszkania.

Zatem zgodnie z ówczesną polską normą kolizyjną prawem właściwym dla dziedziczenia po obywatelu francuskim, właścicielu nieruchomości położonych w Polsce zasadniczo jest wskazane prawo francuskie. Jednak z uwagi na fakt, że w przypadku wskazania prawa właściwego normą wynikającą z polskiej ustawy prawo prywatne międzynarodowe, stosujemy tzw. odesłanie (*renvoi*) i sprawdzamy rozstrzygnięcie przepisów kolizyjnych prawa wskazanego (w tym przypadku francuskiego), a te przepisy wskazują jako prawo właściwe dla dziedziczenia nieruchomości prawo miejsca położenia nieruchomości, czyli prawo polskie. Jeżeli natomiast w skład spadku po nim wchodziły także nieruchomości położone we Francji to rzecz jasna z tego samego powodu prawem właściwym dla dziedziczenia w tym zakresie będzie prawo francuskie.

Natomiast w przypadku wchodzących w skład spadku ruchomości prawem właściwym dla ich dziedziczenia z punktu widzenia prawa francuskiego będzie prawo miejsca zamieszkania zmarłego, a z punktu widzenia prawa polskiego będzie to prawo wybrane, a w braku wyboru prawa w tym wypadku prawo polskie.

W stosunkach między Francją a Polską, w przypadku spadków otwartych przed 17 sierpnia 2015 roku rozstrzygnięcia co do prawa właściwego nie są jednolite z uwagi na brak wspólnej normy kolizyjnej.

Powództwo z tytułu dziedziczenia, zachowku, jak również z tytułu zapisu, polecenia oraz innych rozrządzeń testamentowych wytacza się wyłącznie przed sąd ostatniego miejsca zwykłego pobytu spadkodawcy, a jeżeli miejsca jego zwykłego pobytu w Polsce nie da się ustalić, przed sąd miejsca, w którym znajduje się majątek spadkowy lub jego część.

W sprawach spadkowych z zakresu postępowania nieprocesowego, w którym sądom polskim **nie przysługuje** jurysdykcja, dokonują one z urzędu zabezpieczenia spadku oraz otwarcia i ogłoszenia testamentu. W takiej sytuacji sąd zawiadamia o tym właściwego konsula, który może uczestniczyć w tym postępowaniu. Zgodnie z art. 1139 §1 polskiego Kodeksu postępowania cywilnego sąd z urzędu zabezpiecza spadek po cudzoziemcu, otwiera i ogłasza testament sporządzony przez cudzoziemca oraz zawiadamia o tym właściwego konsula, który może uczestniczyć w postępowaniu. Ponadto stosownie do art. 1139 §2 polskiego Kodeksu postępowania cywilnego organom państwa, którego obywatelem był spadkodawca, wydaje się na żądanie wypis testamentu oraz protokołu otwarcia i ogłoszenia testamentu, zaś oryginał testamentu może

być wydany wtedy, gdy nie przewiduje się dalszych czynności urzędowych w Rzeczypospolitej Polskiej.

Podatki. Należy pamiętać, że zgodnie z polską ustawą o podatku od spadków i darowizn nabycie w drodze dziedziczenia własności rzeczy znajdujących się za granicą lub praw majątkowych wykonywanych za granicą podlega podatkowi, jeżeli w chwili otwarcia spadku nabywca był obywatelem polskim lub miał miejsce stałego pobytu na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej. Podatkowi podlega także nabycie w drodze dziedziczenia przez osoby fizyczne własności rzeczy znajdujących się na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej lub praw majątkowych wykonywanych na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej. Przy czym nabycie w drodze dziedziczenia własności rzeczy ruchomych znajdujących się na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej lub praw majątkowych podlegających wykonaniu na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej podlega podatkowi, jeżeli w dniu nabycia nabywca lub spadkodawca lub darczyńca byli obywatelami polskimi lub mieli miejsca stałego pobytu lub siedzibę na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej.

Polska ustawa prawo prywatne międzynarodowe – ustawa z dnia 4 lutego 2011 roku Prawo prywatne międzynarodowe

Polski Kodeks postępowania cywilnego – ustawa z dnia 17 listopada 1964 roku Kodeks postępowania cywilnego

Polska ustawa o podatku od spadków i darowizn – ustawa z dnia 28 lipca 1983 roku o podatku od spadków i darowizn

Przedstawiamy szczegółowo czynności związane z dziedziczeniem testamentowym

Poszukiwanie testamentu: Krajowa Rada Notarialna prowadzi rejestr testamentów NORT począwszy od 5 października 2011 roku. Wpis testamentu do rejestru jest fakultatywny i zależy od woli testatora. Osoby zainteresowane mogą zwrócić się do notariusza o sprawdzenie, czy w NORT zarejestrowano testament spadkodawcy. NORT posiada połączenie z siecią europejską ARERT.

Jeżeli spadkodawca pozostawił testament, w toku procedury spadkowej należy dokonać otwarcia i ogłoszenia testamentu.

Zarówno w przypadku dziedziczenia ustawowego, jak i testamentowego należy złożyć oświadczenie o przyjęciu bądź odrzuceniu spadku, przy czym spadek można:

- przyjąć wprost – z pełną odpowiedzialnością za długi spadkowe
- przyjąć z dobrodziejstwem inwentarza – z ograniczoną odpowiedzialnością za długi spadkowe,
- odrzucić – spadkobierca, który spadek odrzucił, zostaje wyłączony od dziedziczenia, tak jakby nie dożył otwarcia spadku,
- oświadczenia te mogą być złożone przed sądem lub u notariusza.

Oświadczenie o przyjęciu bądź o odrzuceniu spadku może być złożone w ciągu sześciu miesięcy od dnia, w którym spadkobierca dowiedział się o tytule swego powołania do spadku.

Jeżeli jeden ze spadkobierców przyjął spadek z dobrodziejstwem inwentarza, uważa się, że także spadkobiercy, którzy nie złożyli w terminie żadnego oświadczenia, przyjęli spadek z dobrodziejstwem inwentarza.

W przypadku spadków otwartych przed 18 października 2015 roku brak oświadczenia spadkobiercy w tym terminie jest jednoznaczny z przyjęciem spadku wprost, a w przypadku spadków otwartych po 18 października 2015 roku brak oświadczenia spadkobiercy w tym terminie jest jednoznaczny z przyjęciem spadku z dobrodziejstwem inwentarza.

Spadkobiercy ustawowi muszą poinformować, czy pomiędzy spadkodawcą a spadkobiercą ustawowym została zawarta umowa zrzeczenia się dziedziczenia, art. 1048 polskiego Kodeksu cywilnego.

Umowa taka zawierana jest przez przyszłego spadkodawcę z jego spadkobiercą ustawowym, obejmuje również zstępnych spadkobiercy ustawowego, chyba że umówiono się inaczej, oraz musi być zawarta w formie aktu notarialnego. Umowa taka może być uchylona przez umowę między tym,

kto zrzekł się dziedziczenia, a tym, po kim się dziedziczenia zrzeczono. Umowa taka też powinna być zawarta w formie aktu notarialnego.

Zrzekający się dziedziczenia i jego zstępni, których obejmuje zrzeczenie, zostają wyłączeni od dziedziczenia, tak jakby nie dożyli otwarcia spadku.

Otwarcie i ogłoszenie testamentu przez notariusza może mieć charakter samoistny jako odrębna czynność notarialna oraz jako czynność również samodzielna poprzedzająca sporządzenie przez notariusza protokołu dziedziczenia i następnie aktu poświadczenia dziedziczenia.

Stosownie do art. 649 §1 polskiego kodeksu postępowania cywilnego sąd albo notariusz otwiera i ogłasza testament, gdy ma dowód śmierci spadkodawcy.

Dowodem śmierci mocodawcy jest:

- odpis skrócony aktu zgonu,
- prawomocne postanowienie Sądu o uznaniu za zmarłego,
- prawomocne postanowienie Sądu stwierdzające zgon.

W razie złożenia notariuszowi testamentu dokonuje on jego otwarcia i ogłoszenia, chyba że otwarcie i ogłoszenie tego testamentu już nastąpiło. Do otwarcia i ogłoszenia testamentu własnoręcznego wymagane jest złożenie oryginału testamentu, w przypadku testamentu notarialnego wystarcza jego wypis.

O terminie otwarcia i ogłoszenia nie zawiadamia się osób zainteresowanych, jednakże mogą być obecne przy tej czynności i wtedy w protokole otwarcia i ogłoszenia testamentu zamieszcza się ich dane osobowe.

W sytuacji sporządzenia protokołu otwarcia i ogłoszenia testamentu, który poprzedza sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia, zaleca się udział w tym protokole wszystkich spadkobierców ustawowych oraz wszystkich osób, których dotyczą rozrządzenia testamentowe.

Otwarcie i ogłoszenie testamentu ma na celu urzędowe stwierdzenie istnienia testamentu i jego stanu, m.in. w celu zabezpieczenia go przed zniszczeniem, przerobieniem oraz poinformowanie zainteresowanych o jego treści. W pierwszej kolejności notariusz stwierdza, czy przedstawiony mu dokument ma charakter testamentu – w tym celu odczytuje go i opisuje jego stan zewnętrzny. Notariusz bada jedynie testament pod względem formalnym. Nieważność testamentu nie jest przeszkodą do jego otwarcia i ogłoszenia, wyjątkiem są dokumenty, które w sposób oczywisty testamentami nie są.

Wymogi ważności testamentu holograficznego (własnoręcznego) oraz testamentu allograficznego określają przepisy polskiego Kodeksu cywilnego.

W protokole należy wymienić datę jego sporządzenia, datę jego złożenia i osobę, która testament złożyła. Na oryginale testamentu lub wypisie aktu notarialnego testamentu notariusz zamieszcza wzmiankę o otwarciu i ogłoszeniu testamentu, datę i podpis. Otwarty i ogłoszony testament jest załączany do oryginału aktu notarialnego dokumentującego protokół z otwarcia i ogłoszenia testamentu. Oryginały aktów notarialnych są przechowywane przez notariusza przez okres 10 lat a następnie przekazywane są do archiwum sądowego. Jeżeli testament sporządzony jest w języku obcym, to do jego otwarcia i ogłoszenia potrzebne jest uwierzytelnione tłumaczenie na język

polski. Gdy złożonych zostało kilka testamentów jednego spadkodawcy otwiera się i ogłasza wszystkie, na każdym czyniąc wzmiankę o innych.

O dokonany otwarcie i ogłoszenie testamentu notariusz zawiadamia w miarę możliwości osoby, których rozporządzenia testamentowe dotyczą oraz wykonawcę testamentu i kuratora spadku.

Wypis protokołu z otwarcia i ogłoszenia testamentu notariusz niezwłocznie wysyła do sądu spadku (najczęściej jest to sąd właściwy ze względu na ostatnie miejsce zamieszkania zmarłego). Ponadto testament wraz z protokołem jego otwarcia i ogłoszenia przechowuje się w sądzie spadku, chyba że został złożony u notariusza. Na żądanie sądu spadku notariusz obowiązany jest przesłać testament temu sądowi.

Notariusz wydaje osobie powołanej na wykonawcę testamentu na jej wniosek zaświadczenie, w którym wymienia imię, nazwisko, ostatnie miejsce zamieszkania oraz datę i miejsce śmierci spadkodawcy, imię nazwisko i miejsce zamieszkania wykonawcy testamentu oraz zamieszcza stwierdzenie, że dana osoba została powołana na wykonawcę testamentu oraz przesyła sądowi spadku odpis tego zaświadczenia.

Po dokonaniu powyższych czynności można przystąpić do stwierdzenia praw do spadku w drodze sądowej lub notarialnej.

Polski kodeks cywilny – ustawa z dnia 23 kwietnia 1964 roku Kodeks cywilny

Notarialne poświadczenie dziedziczenia zostało wprowadzone w 2008 roku. Obecnie notariusz może sporządzić akt poświadczenia dziedziczenia, jeżeli w sprawie zachodzi jurysdykcja polska. Notariusze mogą sporządzać akty poświadczenia dziedziczenia po osobach zmarłych po 30 czerwca 1984 r. Wynika to z faktu, że notariusz może sporządzić poświadczenie dziedziczenia po osobie, której nadano numer PESEL. Notariusz może sporządzić akt poświadczenia dziedziczenia na podstawie ustawy lub testamentu, z wyłączeniem testamentów szczególnych. Procedura notarialnego stwierdzenia praw do spadku obejmuje otwarcie i ogłoszenie testamentu, sporządzenie protokołu dziedziczenia, sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia i jego rejestrację w rejestrze aktów poświadczenia dziedziczenia prowadzonym przez Krajową Radę Notarialną. Procedury otwarcia i ogłoszenia testamentu omawia się w fiszce nr 3.

Notariusz ustala stan faktyczny, dokonuje jego kwalifikacji, a w konsekwencji określa komu i w jakich udziałach spadek przypada. Zadaniem notariusza w tym postępowaniu jest ustalenie, kto jest spadkobiercą i w jakim udziale dziedziczy. Notariuszowi przed spisaniem protokołu dziedziczenia należy przedstawić potrzebne dokumenty, przede wszystkim akty stanu cywilnego, na podstawie których ustala się relacje rodzinne między spadkodawcą a zainteresowanymi osobami.

Przy sporządzaniu protokołu dziedziczenia wymagana jest osobista obecność wszystkich spadkobierców ustawowych oraz testamentowych, a warunkiem sporządzenia aktu poświadczenia dziedziczenia jest zgodny wniosek wszystkich osób, które mogą wchodzić w rachubę jako spadkobiercy ustawowi bądź testamentowi. Możliwe jest także sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia w tak zwanym trybie sukcesywnym, tzn. stosowne oświadczenia zainteresowane osoby składają przed różnymi notariuszami, a nawet przed konsulem polskim poza granicami kraju, w różnym czasie, w oparciu o projekt protokołu dziedziczenia sporządzony przez notariusza. Po złożeniu stosownych oświadczeń przez wszystkich zainteresowanych notariusz sporządza akt poświadczenia dziedziczenia, jeżeli nie ma wątpliwości co do stwierdzonych okoliczności. Przestanką odmowy sporządzenia aktu poświadczenia dziedziczenia będzie np. wątpliwość notariusza co do osoby spadkobiercy, wysokości udziału w spadku czy występowania w sprawie spadkowej jurysdykcji polskiej.

Wypisy aktu notarialnego wydaje się stronom aktu, osobom, dla których zastrzeżono w akcie prawo otrzymania wypisu, a także ich następcom prawnym. Wypis zarejestrowanego aktu poświadczenia dziedziczenia może być wydany ponadto osobie, która wykaże istnienie interesu prawnego. W przypadkach prawem przewidzianych notariusz przesyła sądom i innym organom państwowym informacje pisemne o sporządzonych dokumentach i wypisy tych dokumentów, a na podstawie odrębnych przepisów ma obowiązek zawiadomienia sądu właściwego do prowadzenia księgi wieczystej o każdej zmianie właściciela nieruchomości.

Notariusze w Polsce nie dokonują zgłoszeń podatkowych dotyczących nabycia spadku w wyniku sporządzonego aktu poświadczenia dziedziczenia. Spadkobiercy składają zeznania podatkowe osobiście lub przez pełnomocnika.

Formalności związane z procedurą spadkową różnią się w zależności od tego, czy mamy do czynienia z procedurą sądową regulowaną przepisami polskiego kodeksu postępowania cywilnego, czy też notarialną, regulowaną przepisami polskiego prawa o notariacie. W prawie polskim do 2008 roku postępowanie o stwierdzenie nabycia spadku mogło odbywać się jedynie przed właściwym sądem. Od 2 października 2008 r. istnieje możliwość uzyskania aktu poświadczenia dziedziczenia sporządzonego przez notariusza.

Polski notariusz może sporządzić akt poświadczenia dziedziczenia, jak i polski sąd może wydać postanowienie o stwierdzeniu nabycia spadku, jeżeli w danej sprawie spadkowej zachodzi jurysdykcja polska.

Przy uwzględnieniu dwójakiej drogi do uzyskania potwierdzenia dziedziczenia poniższe informacje dotyczą:

1. pełnomocnictwa
2. tłumaczenia
3. obowiązku uzyskania klauzuli apostille
4. kompetencji w zakresie interpretacji przepisów (certificat de coutume)
5. ustalania kręgu uczestników postępowania (udział genealoga).

1. Przy czynnościach związanych z wydaniem **aktu poświadczenia dziedziczenia**, zwłaszcza przy protokole dziedziczenia, uczestniczyć muszą wszystkie osoby, które mogą wchodzić w rachubę jako spadkobiercy ustawowi i testamentowi, a także osoby, na rzecz których spadkodawca uczynił zapisy windykacyjne. Osobista obecność tych osób jest obligatoryjna, zatem udzielenie pełnomocnictwa do czynności związanych ze sporządzeniem protokołu dziedziczenia i aktu poświadczenia dziedziczenia nie jest możliwe. Możliwe jest także sporządzenie aktu poświadczenia dziedziczenia w tak zwanym trybie sukcesywnym, tzn. stosowne oświadczenia zainteresowane osoby składają przed różnymi notariuszami, w różnym czasie, w oparciu o projekt protokołu dziedziczenia sporządzony przez notariusza. Po złożeniu stosownych oświadczeń przez wszystkich zainteresowanych notariusz sporządza akt poświadczenia dziedziczenia.

Jeżeli chodzi o drogę sądową, w **postępowaniu sądowym** o stwierdzenie nabycia spadku jego uczestnikami są wszystkie osoby, które mogą wchodzić w rachubę jako spadkobiercy ustawowi i testamentowi, a także osoby, na rzecz których spadkodawca uczynił zapisy windykacyjne. Termin i miejsce (w sądzie obowiązuje właściwość miejscowa) posiedzenia wyznacza sąd i wzywa na nie wszystkich uczestników. Wprawdzie stawiennictwo na sprawie jest obowiązkowe, to jednak niestawienie się strony, która prawidłowo została poinformowana o terminie i miejscu oraz treści wniosku, co do zasady nie wstrzymuje postępowania. Inaczej wygląda również kwestia pełnomocnictw: pełnomocnikiem strony może być adwokat, radca prawny, jego rodzice, małżonek, rodzeństwo, zstępni oraz osoby pozostające ze stroną w stosunku przysposobienia. Zasadą jest forma pisemna pełnomocnictwa, zatem nie jest wymagane żadne poświadczenie. Jednakże sąd może w razie wątpliwości zażądać urzędowego poświadczenia podpisu strony.

2. Wszystkie **czynności notarialne** dokonywane są w języku polskim. W przypadku gdy uczestnikiem postępowania jest osoba nieznająca języka polskiego, do czynności dołączany jest przekład na inny, znany tej osobie język lub notariusz może przetłumaczyć dokument osobiście lub przy pomocy tłumacza. Jednakże w przypadku wykorzystania własnej znajomości języka obcego notariusz musi posiadać uprawnienia tłumacza przysięgłego. W przypadku dołączania dokumentów w języku obcym, muszą być one przetłumaczone przez tłumacza przysięgłego.

W postępowaniu sądowym, gdy uczestnikiem postępowania jest osoba nieznająca języka polskiego, bierze w nim udział tłumacz przysięgły, a w przypadku dołączania dokumentów w języku obcym, muszą być one przetłumaczone przez tłumacza przysięgłego.

3. W stosunku do dokumentów zagranicznych w zakresie nieobjętym rozporządzeniem Parlamentu Europejskiego i Rady (UE) Nr 650/2012 w sprawie jurysdykcji, prawa właściwego, uznawania i wykonywania orzeczeń, przyjmowania i wykonywania dokumentów urzędowych dotyczących dziedziczenia oraz w sprawie ustanowienia europejskiego poświadczenia spadkowego dokumenty zagraniczne można spotkać się z wymogiem opatrzenia ich klauzulą apostille wg konwencji haskiej z dnia 5 października 1961 roku, która w stosunku do Polski weszła w życie dnia 14 sierpnia 2005 roku. W przypadkach nieobjętych działaniem konwencji haskiej można spodziewać się konieczności uzyskania klauzuli konsularnej w polskim konsulacie.

4. W prawie polskim notariusze nie wydają opinii prawnych o treści prawa polskiego na potrzeby obcych notariuszy (certificat de coutume).

5. Zgodnie z prawem polskim udział genealoga nie jest przewidziany w postępowaniu spadkowym (ani sądowym, ani notarialnym). Procedura sądowa przewiduje możliwość wezwania spadkobierców przez ogłoszenie. Ogłoszenie takie powinno być umieszczone w piśmie poczytnym na całym obszarze Państwa i podane publicznie do wiadomości w miejscu ostatniego zamieszkania spadkodawcy na tym obszarze i w sposób miejscowo przyjęty. Orzeczenie w zakresie stwierdzenia nabycia spadku może być wydane po upływie sześciu miesięcy od daty ogłoszenia na rozprawie, którą wyznaczy sąd.

CUDZOZIEMIEC JAKO UCZESTNIK POSTĘPOWANIA

Nie ma żadnych przeszkód, aby przy czynności notarialnej uczestniczył cudzoziemiec jako spadkobierca lub zapisobierca windykacyjny lub inny uczestnik postępowania. Cudzoziemiec legitymuje się paszportem lub innym dokumentem stwierdzającym jego tożsamość (dowodem osobistym, kartą pobytową).

*Polski Kodeks postępowania cywilnego – ustawa z dnia 17 listopada 1964 roku
Kodeks postępowania cywilnego*

Polskie Prawo o notariacie – ustawa z dnia 14 lutego 1991 roku Prawo o notariacie